35¢

CITÉ LIBRE

XIIe année, No 35 MARS 1961 NOUVELLE SÉRIE

POUR EMPÊCHER LA GUERRE

(lire en page 9 l'article de Harry Pope)

●

(Voir en page 28 la suite de cette caricature de Hudon)



SOMMAIRE

JOURNÉE D'ÉTUDE
DES LECTEURS DE CITÉ LIBRE

Samedi le 25 mars au
Centre Social de l'Université de Montréal

(Grand salon)

2332, AV. MAPLEWOOD, MONTRÉAL

•

PROGRAMME

9 heures 30:	Ouverture de la séance.
10 heures :	Exposé de M. Pierre Elliott Trudeau sur la conjoncture politique.
10 heures 30:	Discussion générale.
11 heures 30:	Discussion de groupes (1. Politique. 2. Education. 3. Problèmes sociaux. 4. Problèmes économiques).
12 heures 30:	Déjeuner à la cafétéria du Centre Social.
2 heures 30:	Rapports des groupes de discussion.
4 heures :	Bref exposé de M. Gérard Pelletier sur la politique de la revue. Discussion générale sur ce thème, suggestions des lecteurs.
5 heures 30:	Levée de l'assemblée.

En temps utile, les abonnés de CITE LIBRE recevront une invitation. Quant aux lecteurs au numéro, ils devront aviser le secrétariat de leur participation en téléphonant sans tarder (VI 2-6960) ou en écrivant à CITE LIBRE: 1130 est, rue Lagauchetière, Montréal. (Ne pas oublier de mentionner si on désire déjeuner à la cafétéria du Centre Social.)

L'ENTRÉE EST LIBRE

Sommaire

XIIe année, No 35
Mars 1961

Revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur:
Gérard Pelletier

Directeur-adjoint:
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaire de la rédaction:
Jacques Hébert

•

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité libre

Imprimé à Montréal par
l'Imprimerie Judiciaire Enrg.

Autorisé comme envoi postal de deuxième classe Ministère des Postes Ottawa

Rédaction et administration
1130 est, rue Lagauchetière Montréal 24 — LA 3-1182

Service des abonnements:
Périodica Inc. 5090, av. Papineau Montréal 34 — LA 6-3361

Abonnement annuel: $3.50
Abonnement de soutien: $10

Vente au numéro:
Agence de Distribution Populaire 1130 est, rue Lagauchetière Montréal 24 — LA 3-1182

La maquette typographique est de Gilles Robert

CITÉ LIBRE
NOUVELLE SÉRIE

A qui appartient Cité Libre?

Dans sa livraison de février 1951, soit dans la deuxième année de son existence, *Cité libre,* répondait à cette question de la façon suivante: "Personne ne possède la revue. Tiré à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs réguliers ont misé chacun 25 dollars et sont rentrés dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi."

Pour marquer son dixième anniversaire *Cité libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue adopte un nouveau rythme de parution. Elle devient mensuelle. Au plan administratif, elle devient une coopérative d'éditions en bonne et due forme, qui comprend déjà – et les portes n'en sont pas fermées – soixante-quinze membres.

Ces soixante-quinze membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale qui a lieu en octobre autant que possible.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 18 novembre 1960, est formé des personnes suivantes:

PRÉSIDENT :
Jean Dostaler
VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson
SECRÉTAIRE :
Claude Longpré
TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

DIRECTEURS :
Benoit Baril
Jacques Hébert
Edgar Lespérance
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE :
J.-Z.-Léon Patenaude, président
Jeanne Lapointe
Roland Parenteau
ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay
VÉRIFICATEUR :
Bernard Dubé, C.A.



L'aliénation nationaliste

Pierre Elliott Trudeau

C'EST un fait, depuis le début il y a eu à *Cité libre* une tendance à considérer les nationalistes québécois comme des aliénateurs.

Nous étions douloureusement conscients des insuffisances du Québec dans tous les domaines: il fallait déboulonner les superstructures, désacraliser la société civile, démocratiser la politique, pénétrer dans l'économique, ré-apprendre le français, sortir les primaires de l'université, ouvrir les frontières à la culture et les esprits au progrès.

D'instinct, nous trouvions un peu énormes les prétentions de nos nationalistes, à l'effet qu'à peu près tous nos retards étaient "la faute des Anglais"; mais nous ne tenions pas à en discuter interminablement.

Que la conquête ait été ou non à l'origine de tous les maux, et que "les Anglais" aient été ou non les occupants les plus perfides de mémoire d'homme, il n'en restait pas moins que la communauté canadienne-française tenait en mains *hic et nunc* les instruments essentiels de sa regénération: de par la constitution canadienne, l'Etat québécois pouvait exercer les pouvoirs les plus étendus sur l'âme des Canadiens français et sur le territoire où ils vivaient, — le plus riche et le plus vaste de toutes les provinces canadiennes.

Par conséquent, ce qui nous paraissait plus pressé que des discussions sur la part des autres dans nos avatars, c'était que la communauté utilisât effectivement les pouvoirs et les ressources mis à sa disposition par l'acte de 1867. Car elle ne le faisait pas.

Nous avons grandi, et nos pères avant nous, et leurs pères avant eux, sous un Etat provincial dont l'essentiel de la politique a été d'aliéner les meilleures et les plus accessibles de nos ressources naturelles, et d'abdiquer toute juridiction sur l'organisation

sociale et l'orientation intellectuelle des Canadiens français. Cette politique ne nous a pas été imposée par "les Anglais" (entendez: tous ceux qui n'appartiennent pas à notre groupe ethnique), quoiqu'ils eussent su en profiter abondamment; elle nous a été imposée par nos élites clérico-bourgeoises: de tout temps celles-ci ont empêché de s'accréditer parmi nous la notion d'un État dont la fonction eût été d'intervenir activement dans le processus historique et d'orienter positivement les forces communautaires vers le bien général.

Que ces élites aient successivement baptisé leur anti-démocratisme des noms les plus divers: lutte contre le libéralisme, contre le modernisme, contre la maçonnerie, contre le socialisme, il ne s'en agissait pas moins dans chaque cas de protéger des intérêts de classe et de caste contre un pouvoir civil dont l'affaire exclusive eût été l'intérêt général. Je ne veux pas dire, évidemment, que clercs et bourgeois prétendaient rechercher autre chose que le bien commun; mais ils se croyaient seuls aptes à en concevoir la définition, et par conséquent ils ne voulaient pas d'un État démocratique qui eût eu quelque réalité en dehors d'eux-mêmes, ni d'hommes politiques qui eussent pu exercer quelqu'autorité en conflit avec la leur.

En pareille occurrence, nous considérions à *Cité libre* qu'il était plus urgent de fustiger l'indolence des nôtres, de réhabiliter la démocratie et d'attaquer nos idéologies clérico-bourgeoises, que de chercher des coupables chez les Anglais. C'est pourquoi ceux qui ont fait équipe à *Cité libre* et ceux qui ont été nos collaborateurs fidèles semblaient animés d'une intention commune: amener les Canadiens français à assumer leurs propres responsabilités. C'est dans ce sens que nous écrivions et que nous agissions, chacun dans le domaine où il se sentait utile: éducation, religion, politique, économique, syndicalisme, journalisme, littérature, philosophie, et le reste.

Les amis de *Cité libre* devaient — autant que quiconque, j'imagine — souffrir des humiliations dont notre groupe ethnique était victime. Mais si grande que fût l'attaque extérieure contre nos droits, plus grande encore semblait être notre propre incurie à les exercer. Par exemple, le mépris pour la langue française qu'affichaient les Anglais ne nous parut jamais égaler en profondeur et en bêtise le mépris de ceux des nôtres qui la parlaient et l'enseignaient si abominablement. Par exemple encore, les atteintes aux droits scolaires des Canadiens français dans les autres provinces ne nous parurent jamais aussi coupables et odieux que l'étroitesse, l'incompétence et l'esprit d'imprévoyance qui ont toujours caractérisé la politique d'éducation de la province de Québec, où pourtant nous avions tous les droits. Et il en allait ainsi dans tous les domaines où nous nous prétendions lésés: religion, finances, élections, fonctionarisme, et le reste.

Le nationalisme nous apparaissait donc, à *Cité libre*, comme une forme d'aliénation, puisqu'il aliénait en hostilités et récriminations l'énergie intellectuelle et physique qui était vitalement requise à notre propre réhabilitation nationale; il aliénait dans des combats contre l'Autre des forces qui eussent été mille fois requises contre les premiers responsables de notre indigence généralisée: nos soi-disant élites.

Et parmi les nationalistes, la faction séparatiste nous semblait pousser l'aliénation jusqu'à l'absurde: ils étaient prêts à convier aux barricades et à la guerre civile un peuple qui ne s'était même pas éduqué à employer ses armes constitutionnelles avec audace et lucidité; à preuve la médiocrité ininterrompue de nos représentants à Ottawa. Les séparatistes appelaient à l'héroïsme (car la "libération" économique et culturelle de la Laurentie eût entraîné un affaissement général du niveau de vie matériel et intellectuel) un peuple qui ne manifestait même pas assez de courage pour se priver des *comics* américains ou se rendre au cinéma français. Et, inconséquence criminelle, les séparatistes en fermant les frontières remettraient inévitablement les pleins pouvoirs souverains à ces élites mêmes qui étaient responsables de l'état abject d'où les séparatistes se faisaient forts de nous tirer.

C'est vrai, séparatistes et nationalistes d'aujourd'hui commencent à se donner pour socialistes; et ils répondraient que dans *leur* Laurentie ce ne seraient plus les anciennes élites, mais bien les socialistes qui seraient au pouvoir. Mais ils n'arrivent jamais à démontrer comment ce tour de passe-passe s'exécuterait. Comment un peuple — longtemps soumis à des super-structures clérico-bourgeoises — réussirait-il à se débarrasser de celles-ci par le seul fait qu'il les prendrait pour alliées dans son combat contre les Anglais?

Ou bien les nationalistes s'allient aux forces traditionnelles pour combattre les Anglais; et alors ils continueront de mettre la réaction au pouvoir. Ou bien ils s'attaquent aux forces traditionnelles; et alors ils auront trop à faire pour songer à combattre en même temps les Anglais.

C'est ce qui nous est arrivé à *Cité libre*. Car nous trouvions absurde de penser que le Canada français deviendrait plus démocratique, plus socialisant, plus laïque et plus moderne, du jour où — se refermant sur lui-même — il n'aurait plus comme appui contre un monde hostile que ses traditions vétustes et ses idéologies réactionnaires.

Mais refuser de fermer les frontières, ce n'est pas les abolir. Et *Cité libre* n'a jamais été centralisateur ni *bonne-ententiste;* qu'on relise nos articles approuvant l'impôt direct de M. Duplessis, et désapprouvant les octrois fédéraux aux universités, par exemple. En effet, nous ne croyions pas que les Canadiens français arriveraient à la maturité politique en s'en remettant aux autres pour l'exercice de leurs droits.

Si donc il fallait résumer nos positions en un paragraphe, je dirais que nous cherchions à faire de l'État québécois une réalité; et comme l'acte

confédératif nous investissait de pouvoirs abondants à cette fin, nous considérions comme entreprises de diversion les mouvements nationalistes: en effet, pour justifier les Canadiens français d'avoir exercé si peu et si mal leurs abondants pouvoirs constitutionnels, les nationalistes s'employaient à démontrer que ces pouvoirs auraient dû être plus abondants encore! De la sorte, l'Autre était invariablement trouvé coupable d'avoir restreint des pouvoirs que de toute façon nous n'avions ni l'intention, ni la capacité, ni l'intelligence d'exercer.

* * *

Dans sa livraison de janvier, *Cité libre* constatait "la remarquable renaissance du nationalisme québécois" et se proposait de définir de nouveau ses positions. En février, la revue publiait un texte clair et accusateur où Jean-Marc Léger déclarait qu'"une gauche qui se veut anti-nationale ou a-nationale trahit sa vocation."

Dans le présent article, j'ai tenté sommairement de démontrer pourquoi, à mon avis, *Cité libre* a cru et continue de croire que la meilleure façon de servir la communauté canadienne-française, c'est de se méfier de l'idéologie nationaliste. "Quand leur idéologie cléricale s'est incarnée, elle a donné ce fruit pourri qui s'appelle l'Union nationale",(1) écrivait Guy Cormier dans le premier numéro de *Cité libre* (juin 1950).

Certes, mon exposé schématique n'a pu rendre pleine justice à la pensée des nationalistes, pas plus qu'à la mienne d'ailleurs. Mais il s'agissait surtout de marquer des positions au milieu d'un débat qui se continuera. Le mois prochain *Cité libre* publiera un article de Guy Cormier qui revisitera avec onze ans de recul les batteries qu'il avait alignées contre le nationalisme. Et dans la Tribune libre ci-dessous le lecteur trouvera une lettre ouverte sur le nationalisme signée G.C.

Qu'on me permette en terminant quelques remarques au sujet de cette lettre. Je connais son auteur, homme sérieux et responsable. Enquête faite, je me suis aperçu que ses propos avaient les suffrages d'un fort groupe d'intellectuels séparatistes de la jeune génération, qui rejettent le nationalisme du *Devoir* (et de Jean-Marc Léger) comme étant trop timoré, et celui de la revue *Laurentie* comme trop attardé.

A cette occasion, j'eus la surprise de découvrir que dans l'esprit de bien des gens, c'est par manque de courage que *Cité libre* n'est pas séparatiste ("...risques qu'on ne peut raisonnablement assumer, ...manque de courage," et ainsi de suite).

Et G.C. pour sa part est tellement convaincu que le séparatisme est une position périlleuse qu'il nous demande de respecter l'anonymat de sa lettre, comptant en somme sur le reste de courage qu'il nous prête encore pour que son texte puisse atteindre nos lecteurs.

Je n'écris pas cela par ironie, mais pour souligner que c'est peut-être de ce côté qu'il faut chercher l'explication de la renaissance nationaliste chez la jeune génération. Celle-ci croit peut-être le cléricalisme et le traditionalisme québécois mortellement atteints, et elle se moque de ce que les froussards de *Cité libre* s'acharnent encore à dompter de vieux lions édentés. Dans cette perspective, le nationalisme apparaîtrait comme le seul combat important qui puisse encore se livrer; et c'est en tant que périlleuse équipée contre les Anglais que le nationalisme attirerait les jeunes.

En ce cas, je félicite les jeunes de leur courage, mais non de leur lucidité. Dans notre province le traditionalisme retardataire a encore la force de dévorer quelques adversaires; et le cléricalisme (même celui des laïcs) a toujours les griffes effilées. J'en donnerai un seul exemple, mais probant.

Quand dans sa lettre, G.C. écrit que "ce n'est donc pas le clergé qui empêche Monsieur Lesage de nous donner un ministère de l'Education", il rejette le témoignage là-dessus de M. Lesage lui-même! En effet, celui-ci a déclaré à la télévision en décembre que l'Etat n'avait à jouer qu'un rôle de suppléance dans le domaine de l'éducation, celle-ci relevant essentiellement de l'Eglise et des parents. Cette sornette universellement accréditée chez nous, mais qui n'en est pas moins philosophiquement fausse, continuera sans doute longtemps à justifier le développement chaotique, et surtout l'absence de développement, de tout le secteur de l'éducation dans la province de Québec. Pendant ce temps, chaque diocèse et chaque communauté (Jésuites en tête, et pourquoi n'en profiteraient-ils pas?) se réclameront de la théologie de M. Lesage pour établir leur université; et G.C. continuera de trouver que c'est "la faute aux Anglais" si les Canadiens français n'ont pas de politique d'éducation.

En croyant que tous les ennemis de l'intérieur sont à l'agonie, les jeunes nationalistes ne manquent pas seulement de réalisme: ils sont amenés logiquement, afin de mieux résister aux Anglais, à consolider les intérêts nantis et les positions acquises au sein de la communauté canadienne-française. C'est-à-dire que la jeune génération devient essentiellement conservatrice, et je n'en vois pas de preuve plus effarante que cet appel de G.C.: "Fermons les frontières."

* * *

Il y a 25 ans, le nationalisme a réussi à mettre au service de la réaction toutes les énergies qu'avait libérées la crise économique des années 'trente. Il faut à tout prix empêcher que le néo-nationalisme aliène de la même façon les forces nées dans l'après-guerre et qu'exacerbe aujourd'hui une nouvelle crise de chômage.

Ouvrons les frontières, ce peuple meurt d'asphyxie! ★

(1) Nous n'avons pas à nous demander quel genre de fruit nous donnerait le parti de Jean Drapeau: l'homme fort du nationalisme d'aujourd'hui vient de faire savoir au comité des bills privés qu'il préfère l'Etat policier à l'Etat dominé par la pègre. Pas moi, car contre la pègre, j'ai les lois de mon côté pour mettre fin à son règne; mais contre la police et la dictature qu'elle appuyerait je n'aurais que ma liberté tôt perdue.

LETTRE D'UN NATIONALISTE

Montréal, le 13 décembre 1960.

Monsieur le Directeur,
Cité Libre,
Montréal 24, P.Q.

Monsieur,

Il y a, me semble-t-il, des questions sinon plus urgentes (tâchons d'être objectif) du moins autrement plus importantes que celles de savoir si les Jésuites auront leur université avant les Dominicains, ou si les Révérendes Soeurs de la Providence réaliseront une meilleure affaire avec la vente de leur terrain que les Révérendes Soeurs Grises avec la vente du leur. Et ces questions, sans doute parce qu'elles posent les vrais problèmes, ceux qui font mal, semblent systématiquement ignorées de **Cité Libre. Cité Libre,** enfin, qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire, bien sûr, la liberté dans la cité, mais aussi, je crois, et surtout la liberté de la cité. La liberté dans la cité, elle existe, assez peu convenons-en, mais enfin elle existe. La preuve, c'est l'existence même de **Cité Libre,** inconcevable sous un régime franquiste par exemple, ou encore en "démocratie populaire".

Mais que fait **Cité Libre** de cette liberté si difficile? Elle se contente le plus souvent (je suis injuste, c'est entendu) d'envoyer quelques chiquenaudes au clergé, et de publier, sans l'endosser, une lettre qu'il faut bien qualifier de forte et courageuse d'un monsieur Pierre Charbonneau sur les droits de la libre-pensée. J'en suis. Seulement, tout cela, n'est-ce pas comme on dit prendre le problème par la bande? Il s'agit bien de dire au clergé quelques vérités qui auraient dû être dites depuis longtemps. Si elles l'avaient été, nous n'en serions pas par la force des choses acculés à réclamer des mesures un peu plus sérieuses. Car, ne nous faisons pas d'illusions, tout se tient dans une société, et il arrive un point où les forces d'oppression de tous ordres sont à tel point inextricablement liées qu'il est vain de songer à rompre une ficelle en laissant le noeud intact. C'est dans ces circonstances exceptionnelles de son histoire qu'un peuple, par le truchement des voix qui sont à même de l'exprimer, montre de quel métal il est fait. Et le noeud gordien qu'il faut trancher est comme par hasard noué dans le cordon ombilical du Canada français.

Je constate avec tout le monde que notre culture et notre langue s'en vont au diable, que notre économie s'en va aux Américains ou aux Anglo-Canadiens (nos statistiques officielles parlent avec pudeur d'un "canadian ownership" d'une quarantaine pour cent — bien consolant n'est-ce pas? — mais sans préciser le microscopique pourcentage de ces quarante pour cent qui revient aux citoyens de la province virtuellement la plus riche du pays). Je constate que la politique étrangère dont Ottawa nous inflige la responsabilité aux yeux du monde ne répond en rien à nos aspirations et aux besoins de la planète. Je constate que le gaspillage militaire accroit une tension internationale déjà insupportable. Je constate que le chômage national et particulièrement québécois ne se résorbe pas. Je constate que la politique d'immigration pratiquée nous a de tout temps été néfaste et a consisté dans son résultat à réduire notre influence au sein d'une confédération à laquelle nous avons été loyaux pendant près de cent ans. Je constate que la Radio-Télévision d'Etat (la nôtre, celle du peuple, une des rares choses qui nous appartiennent) est livrée par Ottawa pieds et poings liés à la publicité et partant au capitalisme oppresseur. Je constate... je constate... Suffit de constater. La cause est entendue. Le bonheur et la justice ne nous viendront pas d'Ottawa. La liberté non plus.

LE DYNAMISME DE L'HISTOIRE

Ces mesures seules capables de signifier la liberté pour le citoyen canadien-français, ces mesures inéluctables à plus ou moins longue échéance (on ne lutte pas indéfiniment contre le dynamisme de l'Histoire — j'entends de l'Histoire universelle, le Président de Gaulle lui-même a fini par le reconnaître en ce qui concerne l'Algérie) ces mesures sont au nombre de deux:

1. L'indépendance absolue du Québec.
2. L'instauration d'un régime d'inspiration socialiste (d'un socialisme adapté à notre tempérament national).

J'ajouterai que ces deux mesures sont tellement intimement liées entre elles qu'elles ne font qu'une réalité, n'étant que les deux moments d'un même processus de libération collective et individuelle. Nos savants intelligentsias politiques, pour une fois d'accord, se sont toujours mystérieusement entendues à nos dépens pour les opposer ("réconcilier le social et le national", comme on disait curieusement, a toujours paru à nos esprits quelque chose de vaguement au-dessus des forces de la raison humaine, une espèce de quadrature du cercle à proposer aux amateurs de casse-têtes chinois politiques en mal d'occuper leurs longues veillées d'hiver) sans voir qu'au contraire on les privait l'une et l'autre de signification (et donc d'attrait) en les dissociant. Et comment n'en serait-il pas ainsi? L'indépendance du Québec sans un minimum de socialisation est dérisoire puisqu'on ne voit pas très bien quels avantages pratiques le groupe canadien-français retirerait d'un Etat économiquement contrôlé de l'extérieur. De même un impensable socialisme pratiqué par Ottawa, impliquant une centralisation systématique, ne ferait que transférer le contrôle de l'économie de la nation entière aux mains d'un gouvernement sur lequel en tant que minorité nous n'avons aucune emprise effective et équivaudrait pour nous à une mise en tutelle qu'aucun mieux-être ne saurait compenser. On aura beau aligner les sophismes, on ne sortira pas de cette double évidence. Et le peuple canadien-français l'a bien senti qui paradoxalement a toujours refusé l'une et l'autre option "salvatrice" (nationalisme ou socialisme) servie **isolément.**

Nous, Canadiens-français, sommes pourtant les seuls membres de l'actuelle Confédération canadienne à pouvoir réclamer avec quelque justification (et donc quelques chances de succès) l'instauration du socialisme. Pourquoi? Parce que nous sommes les seuls véritables prolétaires de cette nation hybride et parfaitement artificielle qu'on voudrait appeler la nation canadienne. Que nous soyons exploités, colonisés, est-il besoin d'une longue démonstration? Laissons de côté les chiffres. Il n'est que de jeter les yeux sur une carte de cette bizarre seconde ville française du monde dont le visage est anglais, Montréal: à l'ouest, accrochée au flanc de la montagne, la bourgeoisie d'argent anglo-canadienne; à l'est, le petit peuple, les besogneux, les obscurs — nous, les Canadiens d'origine française. Mais nous sommes tellement habitués à certaines situations scandaleuses, nous vivons à ce point plongés dedans, que nous ne les voyons même plus. Et c'est cela le plus grand scandale: cette habitude du scandale qui fait qu'on l'admet comme chose allant de soi, qui fait que ceux qui réclament en faveur de la simple justice font figure de fanatiques ou d'esprits chimériques, et ce aux yeux même des soi-disants défenseurs de la liberté, de ceux-là dont la principale préoccupation se veut la justice. Il n'y a pas de demi-mesure dès qu'on touche à la liberté et à la justice. Il n'y a pas de respect humain qui tienne, pas de qu'en dira-t-on "Que diraient nos compatriotes anglo-canadiens? Ils sont si **fair-play** britannique — imaginez, ils nous laissent vivre! Ils ont si bonne conscience aussi, ça leur ferait de la peine." Moi je dis: tant que nos compatriotes anglo-canadiens auront bonne conscience, nous, nous devrons avoir mauvaise conscience, car c'est au prix de notre lâcheté qu'ils l'achètent, leur bonne conscience.)

LE DROIT DE VIVRE

Il y a ici un peuple qui demande à vivre, à vivre en paix avec tout le monde, et **qui y a droit.** Depuis quand une nation n'a-t-elle pas le droit de vivre comme telle? Est-ce une réclamation excessive, injuste à l'égard de qui que ce soit? Notre liberté, notre épanouissement, seraient-ils incompatibles avec ceux des autres habitants de cette terre d'Amérique? Si oui, suicidons-nous tout de suite, nous sommes des empêcheurs de tourner en rond, des gens néfastes au genre humain, qui ne sont pas dignes de l'existence. Car de deux choses l'une: ou bien nous avons droit à l'existence ou nous n'y avons pas droit. J'en connais que le second terme de cette alternative séduit: assimilons-nous au plus vite, disent-ils, rejoignons en profondeur l'âme américaine (qui selon eux ne peut être qu'anglo-saxonne), nous avons assez "survécu" dans ce vase clos au relent de jansénisme putride. La position se défend. Ce n'est pas la mienne. Elle a le mérite d'être franche, mérite que ne possèdent pas les positions intermédiaires dont nous sommes abreuvés depuis cent ans — y compris les vôtres, messieurs de **Cité Libre.** Labâtardissement de nos méthodes d'éducation, de la langue que nous parlons, vous préoccupe? Une seule solution: une prise de conscience de notre dignité nationale. Tant que la langue des administrations, des affaires, des "intérêts" sera l'anglais, il n'y a rien à faire pour revaloriser le français. Et c'est là qu'on est plus réaliste que vous, messieurs, moins chimérique. Tant qu'on acceptera que le français reste une langue de culture, avec quelque bonne volonté que ce soit, le français reculera, et nos oeuvres littéraires seront vouées au rachitisme avant même que de naître. Fermons les frontières, proclamons l'unilinguisme — du jour au lendemain le français deviendra une valeur-or. Comment veut-on que notre système d'éducation ne se ressente pas de ce tour de force qu'on lui demande de préparer des citoyens pour une lutte anglo-saxonne avec des moyens d'inspiration française? Aussi ne nous étonnons pas que les manuels américains soient en passe de devenir majoritaires dans nos universités, (jusqu'à 80% dans certaines de nos facultés très catholiques et très françaises) que les structures de nos enseignements secondaire et universitaire subissent tous les jours une attraction plus grande pour les structures anglo-américaines. Nous aurons bientôt nous aussi nos "facultés des Arts" dans chaque collège à partir des Belles-Lettres ou bien, nos collèges étant devenus des high schools, nos universités deviendront des pépinières de bacheliers — et tout cela nous n'aurons même pas eu le mérite de l'inventer— nous l'aurons volé, piqué, en reniant nos propres valeurs, nos propres catégories, reflet de notre pensée, en suivant la pente de la facilité.

L'INDÉPENDANCE

Que nous le voulions ou non, je le répète, nos intérêts culturels économiques, politiques, pour ne pas parler de nos réalités ethnique, géographique, historique, et ceux du Canada anglais divergent. A quoi bon nous fermer les yeux? J'ai indiqué les deux voies qui s'offraient à nous et entre lesquelles il faut absolument choisir: l'assimilation ou l'indépendance. La seconde me paraît répondre à nos aspirations profondes mieux que la première, en même temps qu'elle me paraît conforme au dynamisme de l'Histoire, c'est pourquoi j'y adhère. J'appelle réactionnaires tous ceux qui de bonne foi ou par intérêt personnel favorisent le **statu quo,** qui n'est qu'une lente et imperceptible défaite. Le nationalisme a pu être jadis, à une époque où la force primait le droit, où les puissants faisaient la loi, une doctrine de droite (et encore eût-il fallu substituer dans bien des cas au mot nationalisme celui d'impérialisme, qui s'applique précisément aux ennemis de notre indépendance). Aujourd'hui, et d'ici l'ère internationaliste que nous appelons de tous nos voeux mais qui n'est pas pour demain, le nationalisme c'est le mouvement: il faut, tandis qu'il est temps encore et que la sympathie du monde s'est enfin tournée vers les peuples qui réclament l'émancipation, passer par la phase nationale. Après quoi, nous serons prêts à faire toutes les concessions, tous les sacrifices qui s'imposeront pour assurer l'unité des nations entre elles. Mais on ne saurait sacrifier ce que l'on n'a jamais possédé, donner ce que l'on n'a pas. Nous étions colonie avant 1760, nous le sommes depuis. Nous avons, plus qu'il ne sied, payé notre tribut au droit du plus fort. Nous méritons l'indépendance.

Le socialisme, c'est l'indépendance en action. Après la liberté nationale, c'est la liberté de chacun qu'il est permis d'aménager. Puisque tout nous échappe, il faut reprendre, grâce aux nouvelles structures politiques, ce qui nous appartient. Il ne s'agit pas d'être doctrinaire. Si le mot "socialisme" choque quelques timides alors qu'il ne fait que refléter un souci de l'homme avant un souci de la propriété, trouvons-lui pour nos fins propres un autre nom, un nom qui signifiera notre libération des forces qui nous gênent dans notre épanouissement matériel et moral, forces aussi nombreuses que subtiles. Le clergé nous opprime, dit-on? Certes, mais je me méfie de ce que tout le monde (j'entends chez les gens qui pensent) répète, car c'est généralement commode et à demi-vrai. On éprouve un malaise: vite on accuse la glande qu'on sait la moins solide, la plus vulnérable, car si c'était une autre — ce pourrait être vraiment grave. Et il ne faut pas

(on a beau écrire dans **Cité Libre**, et porter sa liberté en écharpe, il y a des risques à ne pas prendre) il ne faut pas que ce soit **vraiment** grave, grave au delà des risques qu'on peut raisonnablement assumer. Ainsi le diagnostic est-il conditionné par le courage (ou le manque de courage) du médecin. **Cité Libre** s'est rendue jusqu'à un certain point, c'est très bien, c'est de l'acquis, mais une liberté — même au stade de la simple revendication — statique, ce n'est plus de la liberté, ça devient un confort, le délicieux confort pour l'intellectuel de l'anticonformisme aimable. Intellectuels, vous êtes les médecins de cette nation, mais de grâce, prenez du recul. Je veux bien que le clergé ait partie liée avec les puissances économiques qui nous jugulent, je veux bien que le souci qui l'anime ne soit pas la préservation du français mais le prosélitisme religieux (c'est normal, il faudrait être bien mauvais coucheur pour ne pas lui reconnaître ce droit) je veux bien qu'il s'oppose à l'école neutre (mettez-vous à sa place), mais tout cela encore une fois découle du système qui fait de nous les esclaves d'une politique qui par nature répugne à tout mouvement (avant le 22 juin) ou dont le mouvement est commandé essentiellement par un opportunisme craintif (depuis de 22 juin) — remarquons que l'assurance-hospitalisation, si souhaitable soit-elle, ne touche aux intérêts que dans un Etat réactionnaire. Mettez la machine en branle et le clergé bougera avec le reste. Ce n'est pas vraiment le clergé qui empêche monsieur Lesage (qui préfère se donner le ridicule et l'odieux de convoquer des conférences entre provinces qui ne reconnaissent chez elles aucune existence au français, alors que certaines d'entre elles ont des minorités françaises supérieures à la minorité anglaise du Québec — c'est cela la justice, monsieur Lesage? C'est cela le **fair-play** britannique? Laissez-moi rire, mais ce sont des évidences qui ne font même plus rire, tant elles sont usées; elles font un peu pleurer parfois cependant ceux qui ont le don des larmes plutôt que celui des gros sous) ce n'est donc pas le clergé (ce serait trop commode) qui empêche monsieur Lesage de nous donner un Ministère de l'Education qui établirait des normes pour tous les établissements d'enseignement qui puisent aux fonds publics, c'est tout le système, ce même système qui nous rend les vassaux des seigneurs capitalistes: un ministère de l'Education, ce serait une atteinte aux droits de la sacro-sainte entreprise privée — en matière d'éducation.

Tant que l'Etat sera à genoux devant les puissances plutôt que devant le peuple qu'il est censé représenter, il n'y aura rien à faire. Changeons l'optique: contre le fort (autrement dit, donnons un bon coup de barre à gauche) et vous verrez nos plus têtus monseigneurs prendre le vent et se faire un nouveau visage, car on n'est jamais fort que de la faiblesse des autres et singulièrement des gouvernements. Ce sont des truismes, j'en conviens — mais par malheur nous en sommes aux truismes. On veut corriger ceci, perfectionner cela, et on s'imagine ensuite que tout va s'arranger, qu'on a fait son devoir et qu'on peut dormir en paix. Mais rien ne s'arrange jamais, et tant qu'on recule devant l'essentiel, rien n'a été fait. Dirigeons nos efforts sur l'essentiel, et tout le reste nous sera donné par surcroît.

LE NOUVEAU PARTI?

Le Nouveau Parti? Je n'y crois pas. Au départ, de par sa nature même, il rend des Canadiens français esclaves d'une politique qui nie leur existence en tant que tels. Oh! vous les entendrez dénoncer avec indignation l'ingérence américaine dans notre économie et faire du nationalisme à l'échelle canadienne (cela, c'est permis) et ils séduiront par là quelques-uns de nos braves syndicalistes qui n'y verront que du feu. Mais pour un Canadien français, dites-moi, entre se faire manger en hot-dog par les Américains ou en roast-beef (c'est plus noble, j'en conviens) par les **Canadians**, qu'elle est la différence? Si ce Nouveau Parti était authentiquement socialiste (ce qu'il ne se pique même pas d'être) il ne concevrait même pas de se donner une "aile québécoise". Il inscrirait en tête de son programme: l'indépendance du Québec. D'ailleurs pour cela il n'est même pas besoin d'être socialiste, il suffit d'avoir un tout petit peu le sens de l'humain et de l'histoire.

En 1967, nous célébrerons le centenaire de la Confédération canadienne. Nous entendrons les mêmes beaux discours que nous connaissons si bien sur l'unité nationale, cette unité nationale dont nous faisons les frais depuis cent ans (car une unité, ça se paye, et qui la paye sinon le plus faible? C'est une loi inéluctable). En même temps nous continuerons de croupir dans nos pieux souhaits, nos chèques bilingues (j'ai pour ma part toujours refusé de placer ma fierté dans un chèque) nos Châteaux Maisonneuve (comme château en Espagne!...) nos misérables exigences sur des formules de recensement statistique (qu'on s'y rende ce sera toujours par faveur. Qui veut vivre de faveurs?) notre français aux Communes, au Musée National, à l'Aérogare de Montréal... Plus de ça! Non, plus jamais! C'est trop petit! Nous valons mieux qu'un chèque, bilingue ou pas!

En 1967, nous célébrerons, si Dieu le veut — mais surtout si nous le voulons — l'indépendance. Nous la célébrerons sans mesquinerie (et sans animosité contre l'ex-Confédération canadienne si elle nous a menés jusque là) dans l'allégresse et la fraternité, nous souvenant de ce petit "patriote", de cet étudiant en droit de vingt ans monté sur l'échafaud en 1838 sur l'ordre de la puissance coloniale et que le bourreau rata une première fois, tant il ne voulait pas mourir, le pauvre petit, et qui entendit comme dernier son sur terre, comme dernier écho de sa patrie, le cri d'une foule horrifiée qui criait grâce... Nous non plus, après lui, nous ne voulons pas mourir et nous ne démériterons pas. Ce sang versé, et celui d'autres obscurs patriotes, il ne faut pas qu'il ait coulé en vain. Nous ne voulons pas mourir mais nous ne pouvons plus nous contenter d'une demi-survivance, d'une mort à crédit. Nous aspirons à la vie totale. Nous voulons entendre pour nous exprimer aux Nations-Unies une voix différente de celles de MM. Diefenbaker et Green, nous voulons jouer dans le monde ce rôle qui devait être celui du Canada, mais que celui-ci ne pouvait, de par la nature même des choses, étant donné tous ses fils à la patte économiques et politiques, jouer. Nous voulons apporter une voix originale, une voix généreuse — qui ne sera pas celle des trusts — dans le monde d'aujourd'hui. Nous voulons vivre, pour nous, pour les autres. Plus qu'une question d'intérêt économique et culturel, c'est une question d'honneur et de dignité fière.

Serons-nous encore une fois — et peut-être définitivement — inférieurs à notre destin?

Je ne veux pas le croire.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments d'estime et de sympathie.

G. C.

★

LE CANADA ET LE NEUTRALISME

La défense militaire du Canada est-elle possible ?

Harry Pope

"LE Canada doit opter soit pour la liberté, soit pour la tyrannie. Tous les enfants de Dieu ont maintenant à fixer leur choix sur l'une ou l'autre de ces alternatives", a déclaré M. Adlai Stevenson en s'adressant au Primrose Club à Toronto, en mi-décembre. "Le neutralisme serait la pire des solutions aux problèmes inhérents aux relations entre le Canada et les Etats-Unis," a-t-il dit.

NOS "BONS VOISINS"

Certains Canadiens, le même mois, se prononçaient dans le même sens. Le directeur de **l'Ottawa Journal**, M. Grattan O'Leary, se sentit forcé de protester contre le ton nettement anti-Etats-Unis qu'il décelait entre les lignes des mémoires soumis à la Commission d'enquête sur les publications dont il est le président. "Je crois, dit-il, que tous les Canadiens devraient rendre grâce à Dieu de leur avoir donné d'aussi bons voisins. Ils devraient se mettre à genoux, tous les soirs, afin d'en exprimer leur plus profonde reconnaissance car quand les bombes commenceront à exploser sur notre sol, elles ne seront certes pas des bombes provenant des Etats-Unis."

M. Gordon Dewar, de la Tribune des journalistes à la Chambre des Communes, participant au programme "Viewpoint", à Radio-Canada, voulut exprimer de façon dramatique son opposition à toute politique d'échanges commerciaux entre Cuba et le Canada. "Qui se lancera à la défense du Canada quand le grand frère communiste de Castro déclenchera une autre guerre?" s'est-il écrié.

Or, ni M. O'Leary, ni M. Dewar ne cherchaient à discuter notre politique de défense. Ils ne cherchaient qu'à établir la justesse de leurs prises de position en citant les lieux communs du jargon militaire. Le cas de M. Duane Sharpe est tout autre. Il se préoccupait uniquement de notre politique de défense quand il a préparé l'étude que le **Canadian Commentator** a publié dans son numéro de décembre dernier. "Les effectifs des Etats-Unis qui veillent à la défense de l'Amérique du nord veillent également à la défense de notre patrie, et, dès le début des hostilités, le Canada se trouvera donc sous l'ombrelle protectrice des représailles nucléaires ainsi que de celle d'une prise de position défensive immédiate de la part de ces mêmes effectifs," a-t-il dit.

Ces déclarations, la première faite par un Américain et les trois autres par des Canadiens, se fondent sur certaines hypothèses, à savoir qu'il est possible de défendre le Canada advenant une guerre thermo-nucléaire, que cette politique ne saurait atteindre son but que dans le cadre d'une alliance militaire étroite avec les Etats-Unis et, finalement, que tout autre postulat ne peut être inspiré que par des sentiments nettement anti-Etats-Unis.

Je rejette ces trois hypothèses.

L'opinion publique prétend que les généraux préparent toujours la prochaine guerre avec les méthodes de la dernière. Ça reste encore vrai. Je ne doute pas que l'Occident dispose d'armes bactériologiques et de gaz empoisonnés, d'armes nucléaires et thermo-nucléaires du dernier modèle, mais les théories de base n'en restent pas moins celles de la dernière guerre.

LA PROCHAINE GUERRE

La deuxième guerre mondiale nous a donné le **blockbuster** de dix tonnes. Aujourd'hui nous disposons d'armes thermo-nucléaires et chacune d'elles possède une force explosive de vingt millions de tonnes de TNT, ce qui veut dire que chacune de ces armes est à elle seule deux millions de fois plus dévastatrice que la plus grosse des bombes traditionnelles de la deuxième guerre mondiale.

Dès le commencement de la prochaine guerre, les forces aériennes à longue portée des Soviets vont diriger contre nous mille bombardiers qui laisseront choir sur nos tête deux mille bombes-H, et il n'est pas raisonnable de croire que moins de la moitié de ces engins de mort vont atteindre leur objectif.

Les stratèges militaires officiels contrediront mon argument. Ils prétendent que le jour où ils se décideront à faire la guerre, les Soviets ne nous lanceront pas que des bombes de 20 mégatonnes mais qu'ils utiliseront des bombes d'une mégatonne pour les villes moyennes et qu'ils réserveront aux grands centres les bombes de dix mégatonnes. Ce calcul en est un d'arriéré mental, car il ne tient aucun compte de plusieurs facteurs. Les bombes de vingt mégatonnes ne coûtent pas beaucoup plus cher que celles d'une mégatonne et ne sont pas beaucoup plus difficiles à manufacturer ou à transporter vers leur cible. Enfin, on aurait tort de croire que les Russes, s'ils décidaient de nous attaquer, seraient assez inconséquents pour ne pas déclencher une attaque totale.

Toutefois, le Bureau de mobilisation de la défense passive des Etats-Unis fonde sa stratégie sur l'hypothèse que les Russes verseront sur les grandes villes des Etats-Unis juste assez de bombes pour les détruire, c'est-à-dire, 263 bombes nucléaires d'une force de 1,446 mégatonnes et, gagné par son propre optimisme, nous rassure en nous disant que les Etats-Unis ne perdront donc que 49 millions de personnes sous cette attaque. La nouvelle est surtout de nature à rassurer le Bureau de mobilisation de la défense passive puisqu'elle donne une raison d'être à la défense passive.

Examinons ce calcul à la lumière du sens commun. Si la première attaque des Soviets était totale

et massive — et elle le serait — ce serait plutôt vingt mille mégatonnes, qui pleuvraient sur les Etats-Unis. Dix mille mégatonnes de produits de fission s'en dégageraient vu que 50% de toute arme thermo-nucléaire se traduit en produits de fission — les retombées radio-actives. Le service d'évaluation de la portée des armes de l'Institut d'analyse des systèmes de défense des Etats-Unis estimait dans son rapport de mars et d'avril 1959, que neuf mille mégatonnes de retombées radio-actives suffisent à annihiler toute vie humaine aux Etats-Unis.

Quelle est donc la portée de l'observation de M. O'Leary quand il dit "...quand les bombes commenceront à exploser sur notre sol..." ou encore celle du raisonnement du major-général allemand F.W. Mellenthin quand il écrit dans le numéro de juillet-août, 1960, de la revue "US Ordnance" "Ni les engins balistiques de portée intercontinentale (ICBM) ni l'IRBM exercent un effet plus dévastateur que le déclenchement concentré de bombes traditionnelles par des escadrilles d'avions de bombardement." D'abord, cette conclusion est fausse: Berlin a réussi à survivre à un grand nombre de raids aériens de haute concentration, au cours de la dernière guerre, mais une seule bombe-H l'effacerait de la terre. Deuxièmement, douze heures après la chute de la première bombe sur notre pays, le Canada n'existerait plus. Les Etats-Unis n'existeraient plus. L'Europe n'existerait plus. Le fait que la Russie européenne aurait subi le même sort ne devrait guère nous consoler.

Nous n'avons qu'une planche de salut: prévenir la guerre. Pour le moment, la dissuasion est synonyme de défense, mais dans un avenir rapproché il n'y aura pas de défense sans le désarmement total et universel.

LA DISSUASION... OU LA PROVOCATION?

La réalité fondamentale de notre époque, c'est qu'il n'existe point de défense possible contre les armes thermo-nucléaires.

Ni les militaires, ni les hommes d'Etat de l'Occident ne veulent l'admettre. Les militaires intègrent les armes nucléaires aux forces armées et pontifient au sujet des tactiques nucléaires. Les hommes d'Etat concluent des alliances militaires en vue de guerres nucléaires et autorisent d'autres puissances à entreposer des armes nucléaires sur leur territoire.

J'appuie les mesures tendant à dissuader tout adversaire de nous attaquer. Voilà pourquoi j'estime le réseau d'alerte DEW utile: ce système supprime l'élément de surprise de toute attaque contre les Etats-Unis par des bombardiers qui survoleraient le Canada. Donc le réseau DEW aide à dissuader les Soviets. Ainsi que je l'ai expliqué dans le numéro de **Maclean's Magazine** du 5 décembre 1959, j'estime que le réseau DEW serait encore plus utile s'il faisait front au sud aussi bien qu'au nord. Je suis convaincu que les Etats-Unis n'ont pas la moindre intention de lancer une attaque-surprise contre l'URSS, mais les dirigeants soviétiques n'en sont pas si certains. Si les Soviets avaient, eux aussi, des techniciens aux aguets devant les écrans de radar du réseau DEW, ils seraient beaucoup moins portés à croire à l'éventualité d'une attaque contre leur pays par des avions survolant le Canada. Puisque seul un imbécile pourrait consentir à déclencher une attaque thermo-nucléaire contre un ennemi qu'il saurait prévenu, la dissuasion mutuelle serait ainsi renforcée et la provocation diminuée.

La ligne de démarcation entre la dissuasion et la provocation est aussi mince que celle qui, prétend-on, sépare la folie du génie. Il me semble que cinq sous-marins américains portant chacun 16 fusées thermo-nucléaires Polaris, suffisent à empêcher toute attaque de la part des Soviets contre l'Amérique du nord, car même la destruction totale des Etats-Unis ne saurait justifier, du point de vue de l'URSS, les représailles affreuses — et inévitables — que porteraient contre leur peuple ces cinq sous-marins.

Mais la marine des Etats-Unis projette de construire quarante-cinq sous-marins porteurs de fusées Polaris, c'est-à-dire assez de sous-marins pour anéantir l'URSS. Cette intention est hautement provocatrice.

Lorsqu'un homme se déclare votre ennemi, qu'il est en mesure de vous blesser gravement, et qu'il vous fait savoir qu'il entend construire des engins lui permettant de vous anéantir, n'êtes-vous pas forcé de l'attaquer tout de suite malgré la blessure qu'il pourra vous infliger, puisque demain il vous tuera? Le dilemme que pose le Pentagone à l'état-major soviétique est précisément celui-là. Ce sont ces considérations qui me portent à trouver que cette politique manque d'astuce.

Pourtant, c'est la conduite qu'impose cette course folle aux armements nucléaires. Dans les dix ans qui suivirent la deuxième guerre mondiale, quand les Etats-Unis possédaient la suprématie dans le domaine nucléaire, on parlait beaucoup de déclencher une guerre préventive contre l'URSS. Les Etats-Unis n'ont pas succombé à cette tentation. C'est tout à leur honneur. Mais supposons qu'un jour ou l'autre quelque nouvelle découverte technologique permette à un camp ou à l'autre d'être indiscutablement le plus fort, pouvons-nous espérer qu'il saura encore se maîtriser? Décidément, je pense que ce sera trop attendre de lui puisque les Etats-Unis ont déjà déclaré leur intention de dépasser autant qu'ils le pourront la puissance de l'URSS. Une telle décision n'empêchera pas la guerre. Elle la provoquera.

C'est pourquoi le désarmement total et universel est plus essentiel et plus urgent que jamais. Cette course aux armes nucléaires ne peut durer éternellement et je doute même très fort qu'elle puisse se prolonger encore longtemps.

Le désarmement partiel, qu'il implique la réduction des armes nucléaires ou traditionnelles, ne servira à rien puisque les Soviets refuseront d'admettre des inspecteurs chez eux aussi longtemps que nous ne serons pas tous d'accord sur un plan de désarmement intégral.

LE DÉSARMEMENT TOTAL ET UNIVERSEL

Le désarmement intégral de toutes les nations du monde ne pourra se réaliser que lorsque nous disposerons d'une autorité mondiale dotée d'effectifs suffisants pour empêcher n'importe quelle nation de se réarmer. Sans cela, même le désarmement nucléaire total ne signifiera rien puisqu'un an après le début d'une guerre traditionnelle, les armes nucléaires feront leur réapparition.

Il est utopique de croire qu'on pourra instaurer

une autorité mondiale aussi longtemps que les intérêts des puissances communistes et de l'OTAN seront aussi radicalement opposés. Il n'y eut aucun indice de rapprochement au cours de la quinzième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Cependant, la bombe-H nous menace toujours. Je me rends fort bien compte que nous ne pouvons nous attendre que nos rêves se fassent du jour au lendemain une réalité, mais il n'en reste pas moins que nous ne pouvons laisser la coopération universelle dans le domaine des châteaux en Espagne. Nous devons opter soit pour la coopération universelle, soit pour le suicide universel.

M. Kennedy nous donne déjà à croire que son administration inclinera vers une politique positive visant à assurer nos libertés fondamentales plutôt que vers une politique négative d'anti-communisme.

Il me semble que nous, Canadiens, devrions concentrer tous nos efforts en vue d'aider le président des Etats-Unis à réduire cette tension qui pousse le monde vers la guerre. Notre contribution, il me semble, devrait s'orienter vers le développement d'un troisième bloc, d'un groupe de nations n'appartenant ni à l'un ni à l'autre des deux grands blocs.

Cette politique implique de la part du Canada le retrait de NORAD et de l'OTAN et une prise de position neutraliste comme celle de la Suède ou des Indes.

Certains y verront une manière bien curieuse d'appuyer le président Kennedy. D'autres la qualifieront de fanatisme anti-américain. Je ne partage pas du tout ce point de vue.

Je désire ici souligner que je suis en parfait accord avec le paragraphe suivant tiré du discours de M. Stevenson auquel j'ai fait allusion plus haut: "Même si nous comprenons mieux l'attrait qu'exerce le neutralisme sur les nouvelles nations, nous avons droit de leur faire savoir clairement que le terme **neutralisme** est une chose quand il signifie le refus de la concurrence militaire et une autre quand il implique un choix entre une façon de vivre et une façon de mourir."

Je suis aussi tout à fait d'accord avec cette autre citation, tirée du même discours: "Nous ne pouvons plus nous en remettre désormais à notre ancienne politique fondée sur des alliances militaires avec tout pays prêt à se ranger de notre côté."

J'espère démontrer que si les observations de M. Stevenson sont sages quand elles se rapportent aux relations entre les Etats-Unis et les nations qui étaient hier des colonies, elles le sont encore plus quand on applique leur morale à la politique du Canada.

NORAD

Le NORAD, le commandement pour la défense aérienne de l'Amérique du nord, est un appareil, comme son nom l'indique, destiné à assurer la défense aérienne du continent. J'ai déjà démontré qu'il n'y a aucune défense possible contre les bombardiers des forces aériennes de l'URSS, et encore moins contre les ICBM et les sous-marins armés de fusées. Le NORAD est donc tout à fait inutile. Pis encore, non seulement cet organisme est un gaspillage d'énergie et d'argent, mais il amènera l'élargissement du club nucléaire jusqu'à l'inclusion du Canada dès qu'on adaptera les ogives nucléaires aux fusées Bomarc. Enfin, puisque nous y figurons à titre de satellite militaire des Etats-Unis, le NORAD diminue de beaucoup notre prestige et, partant, le bien que nous pouvons accomplir au sein des nations non-engagées. Au cours des prochaines négociations sur le désarmement, nous n'aiderons en rien la cause des Etats-Unis en nous présentant à la face du monde comme leur porte-parole. Notons, en passant, que la plupart des Américains ont pris tout naturellement pour acquis que nous allions nous aussi, à l'encontre de tous les autres pays du monde, imposer à Cuba cet embargo commercial qu'eux-mêmes avaient décrété.

Le NORAD est le fruit de l'incapacité de s'adapter aux circonstances de la part des cerveaux directeurs de la politique de défense des Etats-Unis et du Canada. Ces gens ne peuvent pas comprendre que, s'il était tout à fait possible de mettre sur pied un système de défense contre les bombes de dix tonnes, il ne l'est déjà plus quand il s'agit de bombes-H.

Je n'ignore pas que bon nombre de Canadiens restent convaincus qu'il faille souscrire à une alliance défensive avec les Etats-Unis parce que notre devoir est de venir à la rescousse de nos amis et d'être comptés au nombre de leurs alliés. Ces Canadiens se jugent volontiers très réalistes et trouveront sans doute que ma thèse est fondée sur l'étroitesse, sur le nationalisme, l'idéalisme, bref qu'elle est tout le contraire de la leur.

Je ne ferai qu'une réponse à leurs critiques: ils ne se rendent encore pas compte que notre ère est celle de la bombe-H. L'on a viré Mars sur sa tête. Une guerre totale entre les deux grandes puissances tient maintenant à l'absurde puisque les conséquences les laisseraient toutes deux dans une situation infiniment plus désastreuse qu'elle ne pouvait l'être avant la guerre.

M. Philip Noel-Baker a dit dans son livre, **The Arms Race**: "Les romantiques sont ceux qui croient encore que les armes modernes peuvent protéger une nation".

Je ne crois pas que notre retrait immédiat de NORAD doive être interprété comme un manque d'amitié ou de sympathie à l'égard des Américains. En nous retirant de NORAD, nous leur faisons tout simplement savoir que nous ne voyons aucune défense qui soit efficace contre la bombe-H et que nous cherchons à apaiser les craintes, qui étreignent autant le Kremlin que le Pentagone, craintes de voir s'élever un jour de l'un ou de l'autre côté des escadrilles ennemies survolant notre territoire.

Nous ne faisons que preuve de sentimentalisme en demeurant au sein d'une alliance uniquement pour prouver à nos amis que nous sommes aussi contre leurs adversaires — ou vice-versa — surtout quand cette alliance est non seulement futile, mais risque de nous entraîner vers la guerre au moment même où nous cherchons par tous les moyens à faire la paix. Le sentimentalisme est une forme de témoignage réservée à des liaisons de moindre conséquence que celles mettant en jeu la survivance des nations.

La question de NORAD réglée, voyons celle de l'OTAN.

L'OTAN

Jadis, quand régnait Joseph Staline, qu'un régime communiste venait d'être mis sur pied en Tché-

coslovaquie et que l'URSS maintenait de puissantes armées en Europe orientale, l'OTAN pouvait se justifier. Il n'eut pas été sage alors d'exposer l'URSS à la tentation de pousser plus avant en Europe, impuissante à se défendre.

Mais l'OTAN n'a pas été sans commettre quelques erreurs dans les douze années qui ont suivi. On peut soutenir, non sans raison, que les deux Allemagnes auraient pu s'unir avant 1955, si elles avaient été neutres, comme ce fut le cas de l'Autriche. Pour ma part, je soutiens qu'une Allemagne unie et neutre, comptant pour sa défense sur un minimum d'armements, et restreinte à des frontières qu'auraient acceptées l'OTAN et l'URSS, nous poserait aujourd'hui moins de problèmes qu'un Berlin coincé entre deux Allemagnes hostiles, toutes deux armées jusqu'aux dents, débattant encore la question de leurs frontières respectives, et une Allemagne occidentale réclamant à grands cris des armes nucléaires. La décision de réarmer l'Allemagne occidentale, en 1955, fut précipitée par des considérations d'ordre militaire, s'appuyant sur le fait que l'Occident ne disposait que de peu d'armes traditionnelles. Du point de vue politique, elle était injustifiable.

L'OTAN se refuse à toute discussion de bonne foi visant au désarmement et au désengagement en Europe et rejette sans cérémonie le projet Rapacki.

Nous atteignons le comble du ridicule quand l'OTAN cherche à appuyer d'armes nucléaires son refus devant toute tentative pour négocier un retrait des effectifs des deux puissances de l'Europe centrale. La politique nucléaire de l'OTAN ne peut se justifier parce qu'elle n'envisage que deux éventualités au cas où l'URSS attaquerait les territoires qu'embrasse son système défensif: le suicide mutuel dans une guerre nucléaire ou la défaite à la fin d'une guerre conventionnelle pour laquelle seule l'URSS est bien préparée.

Les hommes qui eurent pour mission de penser la politique de l'Occident au cours des dernières années auraient mieux fait de reconnaître qu'il existe en politique extérieure autre chose que le poids et le contrepoids militaire. Je crains que nous ne nous soyions laissés emporter par le slogan: "Tout ce que les communistes comprennent, c'est la force..." La conduite de la vie internationale repose sur des concepts plus subtils. Les pays adhérant à l'OTAN disposent d'une toute-puissance monstrueuse... et la paieront de leur vie si jamais ils s'en servent.

Si les pays d'outre-Europe n'avaient pas changé depuis 1949, le Canada pourrait se permettre d'étudier la possibilité de corriger les erreurs commises par l'OTAN, erreurs tant du point de vue politique que stratégique, tactique qu'administratif, tout en continuant à y adhérer, en agissant au sein même de cette alliance.

Mais le monde a beaucoup évolué. Trois nations sur quatre et un homme sur deux sont maintenant en dehors du bloc communiste comme du bloc occidental. Si nous réussissons à aider ce tiers-monde d'Asie, d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Amérique du sud, à nous faire pardonner notre exploitation passée de leur patrimoine, à leur rendre possible le rejet des entraves à leur progrès et à leur accession au rang qui leur revient dans le cercle des peuples indépendants et prospères, nous aurons réussi à effacer l'une des causes les plus sérieuses de la guerre; nous aurons permis la première véritable détente, le premier relâchement dans cette tension, cet esprit meurtrier opposant les Communistes à l'OTAN.

Tant que l'URSS possédera des armes thermonucléaires, les Etats-Unis en posséderont aussi. Il serait peut-être plus sage d'opter pour le désarmement unilatéral de préférence à la dissuasion mutuelle mais nous ne pouvons guère nous attendre que les Etats-Unis se placent volontairement dans une situation où ils pourraient être victimes du chantage nucléaire.

Nous devons par ailleurs nous attendre à ce que les nations de l'Europe occidentale et la Turquie veulent persévérer dans l'OTAN, aussi longtemps que de puissants effectifs soviétiques monteront la garde au-delà des frontières occidentales de l'URSS.

Je désire de nouveau faire miennes quelques paroles de M. Adlai Stevenson. Je partage l'espoir qu'il place dans l'organisme pour la coopération économique et le développement. Je crois aussi que les nations de la communauté atlantique reconnaîtront un jour le fait qu'elles dépendent toutes les unes des autres, mais je considère que l'adhésion du Canada à l'alliance nettement militaire qu'est devenue l'OTAN nous empêche de comprendre notre interdépendance du tiers-monde. La coopération économique entre le Canada et les autres membres de la communauté atlantique est essentielle mais la coopération militaire est devenue nuisible.

A mon avis, il n'eut été aucunement de l'intérêt du Canada d'appuyer la politique des Etats-Unis au Laos ou à Cuba. Seul un gouvernement canadien qui se prononcera formellement pour la neutralité se placera du côté de la justice et du bon sens.

LA POLITIQUE DE DÉFENSE QUE DOIT ADOPTER LE CANADA

Bien que les Etats-Unis soient forcés de maintenir leurs stocks d'armes nucléaires — comme force de dissuasion, non de provocation — il ne s'ensuit pas nécessairement que le Canada doive rester au sein de NORAD. Le NORAD ne protège ni le Commandement stratégique aérien, ni quoi que ce soit. Il faut du temps au Commandement stratégique aérien pour pouvoir lancer ses bombardiers et ses ICBM. Le réseau DEW répond à ce besoin. Les autres appareils propres à déceler les présences dans les airs au-dessus du Pôle y répondent également, mais les avions intercepteurs, les fusées de NORAD ne peuvent rien. De toute façon et avant tout les sous-marins porteurs de fusées Polaris ont rendu le Commandement stratégique aérien et les ICBM tout à fait désuets.(1)

Que les nations de l'Europe occidentale, que la Turquie veuille rester au sein de l'OTAN n'implique pas que le Canada doive aussi y demeurer. Plusieurs des nations européennes sont voisines des puissances unies par le Pacte de Varsovie. Le Canada n'est pas dans cette situation. Le Canada ne se trouvera aux prises avec les Soviets que dans une guerre thermo-nucléaire, et il ne sert à rien de se prémunir contre le suicide. Par contre, les nations européennes adhèrent à l'OTAN pourraient fort bien se trouver aux prises avec les Soviets dans une guerre conventionnelle. Il s'ensuit que l'OTAN peut servir les besoins défensifs de ces pays.

J'admets que la contribution d'une brigade de 5,000 hommes et d'une division aérienne de 200

---

(1) *Mais le réseau DEW demeure utile aussi longtemps qu'une ou l'autre des grandes puissances disposent de bombardiers.*

avions, faite par le Canada à l'OTAN, n'est pas sans importance. Toutefois, cet apport ne saurait faire la différence entre la victoire et la défaite de l'OTAN, dans une guerre conventionnelle contre les pays du Pacte de Varsovie. D'ailleurs, en quittant l'OTAN, rien n'empêche le Canada de lui faire un dernier cadeau de ses 200 nouveaux avions CF-104.

J'ai déjà fait connaître la raison pour laquelle le Canada devrait se retirer de l'OTAN. Je répète: le Canada doit s'efforcer d'éviter la bipolarisation du monde et renforcer le tiers-monde, cette troisième force.

La confrontation directe des Etats-Unis et de l'URSS ne produira rien de bon. Leurs différences ne peuvent se résoudre que par l'influence modératrice exercée par les peuples neutres et la sagesse qu'enseigne la fuite des jours.

Mais la course aux armements nucléaires ne nous laisse que peu de temps pour adopter les solutions qui s'imposent. Le Canada doit quitter NORAD et l'OTAN au plus tôt, car alors seulement sera-t-il en mesure de jouer un rôle positif en faveur de la paix. Nous ne diminuerons en rien la défense de l'Amérique du nord puisque sa seule "défense" est la dissuasion. Le peu que nous soustrairons aux effectifs de l'OTAN sera largement compensé par la contribution que nous pourrons faire aux Nations Unies.

Certains persistent à prétendre que la situation géographique du Canada ne lui permet pas la neutralité. Je soutiens que précisément à cause de sa situation géographique, le Canada doit se faire le tampon entre l'URSS et les Etats-Unis. Non pas neutre quand surviendra une guerre; à ce moment-là, notre neutralité ne vaudra pas un sou.(1) Il faut être neutre maintenant et se placer dans une position où nous serons mieux en mesure d'empêcher la guerre en séparant les deux grandes puissances. Nous répondrons alors à la définition que nous donne le dictionnaire Oxford d'un Etat tampon, c'est-à-dire "un Etat non puissant, qui se trouve entre deux grandes puissances et qui sert à diminuer les risques d'hostilités entre celles-ci." Puisque les hostilités entraîneront la destruction totale des trois puissances, le Canada ne pourrait mieux choisir, non seulement vis-à-vis ses propres intérêts mais aussi vis-à-vis les intérêts de son voisin du sud, que de devenir cet Etat tampon.

Un Canada neutre aurait encore besoin de forces armées. M. James M. Minifie fait erreur cependant quand il soutient que le Canada devrait mettre lui-même sur pied des défenses aériennes suffisantes pour repousser toute attaque aérienne soviétique. Si c'était le moindrement possible, je ne prétendrais pas qu'il nous faut abandonner le NORAD. M. Minifie se trompe encore quand il veut que le Canada emmagasine des armes nucléaires et édifie sa propre force de dissuasion. Si le Canada devait suivre ce conseil pourquoi tous les autres pays du monde ne feraient-ils pas de même?

Demeurons-en là. Plaise au ciel que le club nucléaire ne groupe jamais plus de trois grandes puissance — sauf le respect que je dois au général de Gaulle — jusqu'au jour où nous pourrons réaliser le désarmement nucléaire universel.

Je partage volontiers les opinions émises au sujet de NORAD par le major-général W.H.S. Macklin, notre ancien adjudant-général. Cependant, je ne puis admettre sa conclusion voulant que la Marine royale canadienne ait besoin de navires de guerre pour protéger les convois. On a besoin de convois seulement quand l'ennemi dispose d'une flotte marine ou sous-marine ou d'un grand nombre d'avions. Je ne vois qu'un ennemi potentiel qui remplisse ces conditions: l'URSS. Et si nous consentons à nous embarquer dans une guerre contre elle, nous consentirons à une guerre thermonucléaire et, partant, au suicide. Comme il est inutile de se prémunir contre le suicide, nous n'avons pas plus besoin de convois navals que nous n'avons besoin de NORAD. Le fait que l'URSS ait 500 sous-marins ne veut pas dire que nous devrions dresser un système de défense contre ces forces. Ces forces ne constituent qu'une des armes que possèdent les Soviets pour dissuader l'OTAN de faire la guerre. La seule force de dissuasion qui soit efficace contre une arme thermo-nucléaire est une autre arme thermo-nucléaire, non pas un système de défense partielle.

Les forces armées dont un Canada neutre aurait besoin n'auraient donc rien à voir avec la défense même du Canada. La seule attaque que l'on puisse concevoir n'est rien moins qu'une attaque thermonucléaire et, contre elle, il n'y a point de défense. Nos forces armées ne doivent pas dépasser, en nombre et en caractère ce dont ont besoin les Nations unies: destroyers, vaisseaux de transport, chars blindés, chars d'assaut légers, deux ou trois brigades indépendantes d'infanterie avec des moyens de communication supplémentaire, des avions d'attaque terrestre, de transport et de reconnaissance. Mes lecteurs jugeront peut-être que ces effectifs sont trop puissants pour la police internationale des Nations unies, mais il faut nous préparer pour le jour où nos troupes joueront un rôle au sein de la force de sécurité du gouvernement mondial.

Nous devons maintenir le réseau DEW, mais non les réseaux Mid-Canada et Pine-tree, qui se fondent sur la défense aérienne active et qui sont, de ce fait, inutiles. La défense passive doit également disparaître. Cessons de nous bercer d'espoirs futiles: ou nous nous préparons à une guerre thermo-nucléaire et déménageons sous terre pour y vivre en taupes, ou nous détournons les fonds que nous gaspillons sous prétexte de défense passive vers d'autres usages nous permettant de prévenir la guerre.

Il faudra prévoir les mêmes usages pour les sommes énormes que nous épargnerons quand nous déciderons d'abandonner nos préparatifs de guerre thermo-nucléaire. Du milliard et demi que nous dépenserons cette année pour la "défense", nous pourrions facilement épargner un demi-milliard. Nous ne ferions que preuve d'égoïsme en dirigeant ces épargnes vers une diminution des impôts ou de plus grands bénéfices de sécurité sociale tandis que nos voisins américains dépensent des milliards et des milliards pour ce qu'ils croient être, en toute bonne foi, la puissance de dissuasion de l'Occident. Chaque dollar que nous épargnerons en abandonnant un système de défense parfaitement inutile devra servir à aider les pays en voie de développement, c'est-à-dire à éliminer les causes fondamentales de la tension mondiale. Je ne propose pas que le Canada s'enfonce dans un isolationnisme négatif, mais qu'il se détache d'alliances militaires désuètes et s'oriente vers l'internationalisme dans le sens le plus profond du terme. De cette façon, et de cette façon seulement, peut-il jouer un rôle positif en faveur de la paix, un rôle dont il pourra tirer des bénéfices, aussi bien lui que les Etats-Unis et tous les autres pays du monde, y compris (et pourquoi pas?) l'URSS.

★

---

(1) *MM. Diefenbaker et Harkness s'attaquent au neutralisme en disant, avec raison, qu'advenant une guerre le Canada ne pourrait être neutre. Qu'ils discutent plutôt de la thèse que je soutiens, à savoir que le Canada devrait être neutre sans empêcher la guerre.*

De certaines équivoques et de certaines évidences

Thérèse Gouin-Décarie

LE bulletin de novembre de la Fédération des collèges classiques (1960, vol. VI, no 2) est remarquablement dense et aucun des articles qui le constituent n'est dénué d'intérêt. L'un d'entre eux a particulièrement retenu mon attention: est-ce parce qu'il a pour auteur, Jean-Marie Beauchemin, un collègue et ami? ou n'est-ce pas plutôt parce qu'il provoque une irritation que sa lecture répétée n'a fait qu'accentuer?

L'article s'intitule: "Importance éducationnelle du pensionnat". Nous avons beaucoup de mal à accepter ce titre et à suivre ensuite l'argumentation de monsieur Beauchemin qui défend, entre autres choses, l'influence socialisatrice du pensionnat.

"Nous savons très bien que le pensionnat évoque de mauvais souvenirs chez plusieurs anciens de collèges. Nous ne pouvons cependant pas négliger le fait que chez beaucoup, ce fut l'occasion d'un développement intellectuel et social qu'ils n'auraient pu atteindre autrement. Les témoignages à ce sujet sont indiscutables et chacun d'entre nous, s'il veut être sincère avec lui-même, reconnaîtra facilement le profit qu'il a retiré d'un séjour au pensionnat."

Les témoignages recueillis à l'université sont, je crois, tout aussi indiscutables. Les étudiants qui ont été pensionnaires, parfois durant 8-10 ans, nous avouent souvent, au terme de leurs études, leur malaise lors de leur entrée à l'université. (Gudule n'est pas entièrement caricatural). Dans de nombreux cas, leur façon d'aborder les jeunes filles, de s'adresser à leurs professeurs est en elle-même profondément révélatrice d'une insécurité sociale. Aucune des recherches portant sur la comparaison des groupes "internes-externes" (il faut avouer que nous manquons encore d'études suffisamment approfondies sur le sujet) permet de conclure à la supériorité, au point de vue intellectuel ou social, des pensionnaires sur les externes, — au contraire (Michaud, 1958).

Et les travaux scientifiques de plus en plus nombreux qui, sans considérer ce problème de façon spécifique, étudient les dynamismes de l'évolution sociale, rejettent la portée socialisatrice (à partir de 16-18 ans) du groupe homogène constitué d'individus du même âge, de même sexe et dont les objectifs immédiats seraient identiques. En effet, on sait aujourd'hui que le développement psycho-social de l'être humain est un processus graduel, soumis à des exigences précises et qui requiert un certain nombre de facteurs pour transformer le nourrisson, petit être non pas anti-social mais asocial (Spitz, 1958) en un individu capable de reciprocité, de collaboration et d'insertion en une société adulte (Nielsen, 1951).

Cette évolution est d'ailleurs différente selon qu'il s'agit du garçon ou de la fille et ce qu'elle demande du groupe des pairs varie avec l'âge, mais il reste qu'au moment de l'adolescence, la présence féminine permet à l'adolescent de préciser le rôle masculin (dans le sens eriksonien du terme Erikson, 1959) qu'il est appelé à jouer. La femme, la jeune fille, en réagissant différemment de lui, réfléchissent en quelque sorte sa masculinité. Sans doute, le groupe homogène des 9-10 ans qui rejette les filles a-t-il permis au garçon de consolider son identité sexuelle, mais au terme de l'adolescence il lui faut apprendre à être, non plus un garçon, mais un homme, c'est-à-dire, entre autres choses, un individu susceptible dans un temps plus ou moins immédiat de connaître et d'aimer une femme. Et cet apprentissage ne peut se faire dans le cadre des pensionnats tels qu'ils sont conçus actuellement.

Ceci n'est qu'un aspect de l'évolution psycho-sociale, et la nécessité d'un groupe hétérogène est fonction de plusieurs autres facteurs que nous n'avons pas le temps de souligner ici (Fau, 1952). Nous croyons d'ailleurs qu'il serait inutile de développer ces autres aspects, tant la portée socialisatrice du pensionnat (même si on remplace les dortoirs par des chambres et les réfectoires par des cafétérias!) semble indéfendable; et nous serions étonnés que monsieur Beauchemin, qui connaît bien la psychanalyse, veuille lui-même poursuivre l'argumentation dans ce sens.

Que la famille moderne ait du mal à fournir à l'étudiant "ce climat de paix et de silence si nécessaire à la concentration des études" dont monsieur l'Abbé Louis Dubé parle d'ailleurs (*Evolution du cours classique*, p. 3), nous sommes bien d'accord; et que, de ce point de vue, le pensionnat offre de réels avantages,(1) peu de parents songeraient à le nier. Mais encore faudrait-il être assuré que les avantages académiques compensent les désavantages psychologiques et vérifier si les pensionnaires obtiennent de meilleurs résultats, non seulement au baccalauréat, mais aussi à l'université... Quoi qu'il en soit, nous n'affirmons pas que le pensionnat soit mauvais en soi: les *Landerziehungheime* de Lietz étaient des internats et l'école des Humanités de Geheeb loge encore aujourd'hui ses écoliers durant toute l'année académique; mais on ne saurait comparer sans plus ces internats à nos pensionnats, car ils offrent

une hétérogénéité de milieu qui n'existe pas dans nos collèges. On peut aussi concevoir qu'un écolier fasse un à deux ans de pensionnat sans en être marqué psychologiquement et que ceci constitue pour lui, par suite d'un certain nombre de facteurs familiaux et scolaires, une excellente chose. Mais reconnaître ceci et affirmer qu'au moment du cours collégial le pensionnat soit socialisateur, c'est bien différent.

Ce qui est tout aussi différent, c'est le pensionnat et la résidence ou maison d'étudiants. Monsieur Beauchemin voit, dans les recommandations du Comité britannique des subventions universitaires qui demande la multiplication des maisons d'étudiants, un argument en faveur des pensionnats dans notre milieu. Mais si je ne me trompe (et ici le "cafouillage", pour reprendre une expression du journaliste Raymond Grenier, est tel que je puis bien avoir mal saisi), quand monsieur Beauchemin parle des pensionnats il songe à ceux des collèges classiques, alors que rien dans le texte des recommandations ne permet d'identifier ces pensionnats aux résidences d'étudiants des universités britanniques qui seules sont en question.

Ces résidences groupent sans doute des étudiants qui peuvent n'avoir que 17-18 ans mais c'est dans le cadre d'universités telles que Cambridge et Oxford; le campus sur lequel elles se situent est un campus universitaire et les avantages qui en découlent, selon le comité britannique, sont précisément liés au fait que le milieu universitaire est un milieu diversifié, supérieur à celui de la majorité des familles d'un point de vue culturel et permettant des contacts différents de ceux des cadres scolaires. "Les étudiants venant d'un milieu familial qui n'a pas encore eu accès à l'université, arrivent sans trop savoir ce que représente la vie universitaire en-dehors de ses cadres scolaires. Pour vraiment s'intégrer à cette vie nouvelle et en tirer tous les bénéfices, il leur est souvent nécessaire de s'éloigner de leur milieu familial et chercher à l'université même des nouveaux contacts sociaux et des loisirs susceptibles de remplacer ceux qu'ils ont connus antérieurement."

Les contacts sociaux dans l'université britannique s'établissent entre des étudiants de tous les niveaux (bacheliers, licenciés, futurs docteurs...), de toutes les disciplines (arts, lettres, philosophie, sciences politiques et économiques, sciences religieuses, etc.), entre étudiants et tuteurs (les tuteurs recevant chez eux leurs *dirigés* pour le thé, un thé préparé par une femme.)

Dans ces conditions, nous comprenons parfaitement que "le sous-comité des résidences souhaite pour la plupart des étudiants un séjour de deux ans à l'université elle-même". Et nous verrions avec joie plusieurs de nos étudiants *pensionnaires* dans l'admirable internat qu'est l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Uem. (1)

---

(1) La formule du Collège Saint-Laurent, selon laquelle certains demi-pensionnaires couchent au collège mais reviennent à la maison pour les repas du midi et du soir, rentrant à nouveau au collège pour l'étude et la nuit, nous semble particulièrement intéressante parce qu'elle permet des heures de détente avec les parents.

(1) Il ne faudrait pas voir dans ces lignes le désir caché de transformer les collèges en universités afin que les pensionnats ressemblent un peu plus aux maisons d'étudiants. On sait mon opinion là-dessus: c'est celle qu'expriment mes collègues dans **L'université dit NON aux Jésuites.**

Erikson, E. H. **Identity and the Life Cycle,** Psychological Issues, vol 1, no. 1, mon. 1, 1959.

Fau, R. **Les groupes d'enfants et d'adolescents,** Paideïa, P.U.F., 1952.

Michaud, P. **Différences de personnalité entre externes et internes d'après le test Rorschach.** Thèse de Licence, Institut de Psychologie, Université de Montréal, 1958.

Neilsen, R. F. **Le développement de la sociabilité chez l'enfant.** Etude expérimentale. Delachaux et Niestlé, Neuchatel et Paris, 1951.

Spitz, R. **La première année de la vie de l'enfant,** P.U.F., Paris, 1958.

★

Aux amis de CITE LIBRE

Pour nous permettre de répondre à des demandes de bibliothèques et de nouveaux abonnés qui désirent compléter leur collection et lire les numéros du début, nous prions ceux qui nous suivent depuis onze ans et qui peuvent se départir des numéros

1, 2, 3, 4, 5, 7 et 11

de nous les adresser à CITE LIBRE a/s L'Archiviste, 6612 Viau, Montréal. Nous leur créditerons $.50 par exemplaire. On peut également demander d'autres numéros en échange.

UN PEUPLE SOUMIS

Jacques Mackay

DANS ses Bloc-Notes du *Devoir* (le 14 janvier 1961) Jean-Marc Léger, une fois de plus et après tant d'autres, s'inquiète d'une certaine forme d'impuissance chez le Canadien français. Il s'agit d'une incapacité à imposer l'usage de sa langue. Même dans les milieux où l'élément de langue française domine par le nombre, même dans les situations où il est en position avantageuse: par exemple là où il a tous les droits du client, il ne se reconnaît pas à lui-même ses droits.

VEULERIE

Tout lecteur du *Devoir* est familier de ces mises en garde et de ces cris d'alarme où l'on expose la veulerie du Canadien français moyen qui non seulement ne se reconnaît pas le droit d'exiger du français, mais n'ose pas employer spontanément sa langue, ce qui assez souvent mène au spectacle curieux de deux Canadiens français se parlant en anglais par mégarde. On a souligné récemment comment les propriétaires d'entreprises canadiennes-françaises leur donnaient fréquemment des noms anglais. S'ils le font c'est un peu qu'ils le croient plus rentable; mais cette conviction repose sur le sentiment bien ancré chez ces gens que leur propre langue possède un statut inférieur. L'aspect émotif et irrationnel de cette conviction apparaît d'autant plus clairement chez ceux de ces commerçants qui ont une clientèle presqu'exclusivement francophone et qui d'instinct donnent quand même préférence à l'anglais.

ENSEIGNER LA FIERTÉ

On l'aura deviné, c'est à l'aspect émotif de ce problème que je veux m'arrêter. Les mille exemples du manque de fierté dénoncé par Jean-Marc Léger sont assez connus pour qu'on ne les répète pas en détails. Il me semble intéressant d'autre part de considérer la solution que ce dernier propose. On fera l'enseignement systématique de la fierté. On expliquera aux enfants et aux plus grands l'importance d'exiger l'usage de leur langue et d'en obtenir le respect. Or ceux qui ont ainsi, depuis longtemps, prêché dans le désert doivent croire parfois que le Canadien français moyen se moque de sa langue puisque toutes les mises en garde sont inutiles. Pourtant à mille autres indices on peut voir qu'il n'en est rien. Le Canadien français moyen est douloureusement attaché à sa langue. L'échec des exhortations vient de ce que le problème est situé dans les structures émotionnelles du Canadien français et que l'appel à la raison n'y change rien du tout. Il réagira cependant, me direz-vous, à l'aspect passionné ou rebelle de ces exhortations. C'est ce qu'il a fait dans le passé, sporadiquement, avec le succès que l'on sait. Car précisément c'est la nature même du problème émotif du Canadien français qui le condamne à la passivité.

L'attitude du Canadien français vis-à-vis de sa langue reflète en effet assez exactement sa propre évaluation de lui-même. Pour peu qu'il se sente adulte, il se reconnaît le droit de s'affirmer. S'il est demeuré infantile au contraire et se perçoit lui-même comme impuissant, un certain nombre de réactions demeurent possibles.

La plus simple est la négation pure et simple du sentiment d'impuissance. Profondément menacé devant l'appauvrissement de sa langue, il est vulnérable devant tout ce qui le lui rappelle. D'où cette réaction si fréquente et à première vue inexplicable d'opposition violente au langage impeccable. Elle explique pour beaucoup certaines hostilités à l'égard des gens de France aussi bien que le ridicule dont on veut souvent couvrir celui qui a corrigé son langage.

COMPENSATION MAGIQUE

La négation du sentiment d'impuissance s'accompagne souvent d'une surévaluation compensatrice, quelque peu magique, qui fait fi de la réalité et sert à masquer le problème. La notion loufoque suivant laquelle nous serions "des français améliorés" ou suivant laquelle notre système d'éducation serait "le meilleur au monde" peuvent en servir d'exemple. Rassuré par cette compensation magique, le Canadien français, menacé dans sa langue et dans son identité, arrive à s'aveugler sur la détérioration de la langue qu'il chérit, sur son peu de prestige et sur le peu de respect qu'elle suscite. De cette façon celui qui nie son sentiment d'impuissance y cède d'autant mieux et dans le même temps qu'il le nie.

Le système de négation des individus plus friands de logique se complique d'un système de justification intellectuelle. Les grands convaincus du bilinguisme peuvent, à l'aide des arguments théoriques excellents qui militent en sa faveur et que personne d'ailleurs ne conteste, réussir à s'aveugler complètement sur l'unilatéralité inquiétante du phénomène réel. Il en va de même de ceux qui apaisent leur fierté (secrètement blessée en fait, mais à leur insu) en chevauchant la série des arguments pratiques vg. commodité, économie de temps, question de fait, continent d'abord anglophone, les affaires sont les affaires etc. Arguments d'ailleurs souvent valables, mais qui ont comme tort principal de masquer chez nombre de gens la réalité émotive et psychologique de leur fierté blessée et de leur identité fragile.

LES SOURCES DU PROBLÈME

Un grand nombre de ceux qui perçoivent mieux le problème et le ressentent comme une humiliation ne peuvent cependant tolérer d'en trouver la source en eux-mêmes. La situation peu enviable qui leur est faite à eux et à leur langue est perçue comme un résultat de la malveillance environnante. Même lorsque cette malveillance existe, même lorsqu'il devient nécessaire de la dénoncer et de la combattre, ce genre d'optique détourne presque toujours l'observateur des sources profondes du problème. Cette pénible déficience, cette faiblesse collective il semble que nos plus éclairés nationalistes ont eux-mêmes négligé d'en voir l'origine la plus pernicieuse en nous-mêmes, c'est-à-dire dans la communauté canadienne-française elle-même.

C'est sans doute pourquoi aussi maints combats nationalistes canadiens-français ont été si futiles et, même dans la victoire, si peu rénovateurs. On ne corrige pas l'infantilisme émotif d'un peuple en l'arrachant de temps à autre à sa passivité par une stimulation temporaire de sa colère. Ces colères périodiques que soulève telle ou telle des injustices courantes ont d'ailleurs elles-mêmes un caractère infantile en ce qu'elles représentent une décharge aggressive compensant l'humiliation reçue, mais ne s'accompagnent pas d'une évolution de l'attitude émotive de base qui demeure passive et soumise. Il est peut-être consolant de voir qu'un peuple aussi passif est encore capable de colère; il faut sans doute respecter ceux qui jouent le rôle ingrat d'aiguillons; mais le problème de notre infantilisme national reste entier et à ce jeu on risque de toujours fouetter une colère infantile plutôt que de stimuler activement une croissance émotive retardée.

C'est pourquoi on ne peut guère miser sur une méthode qui consisterait à enseigner aux enfants comment ils devront se comporter dans les magasins ou dans les situations où ils pourront comme adulte commander le respect de leur langue. Cette solution ressemble à celle qui consiste à encourager un individu timide, dévalorisé, passif et soumis à avoir un peu plus de cran. Ou encore c'est comme d'enseigner à un déprimé que la vie est magnifique. Ces techniques sont hautement reconnues pour leur peu d'efficacité! On ne peut s'attaquer au problème lui-même qu'en s'attaquant à la source de la passivité et de l'infantilisme même.

VAINCRE LA PEUR

Les sources du problème ont évidemment des incidences personnelles et familiales que les influences sociales ne peuvent modifier qu'à long terme. Il reste que le plus urgent travail à accomplir en est un de modifications des structures qui ont contribué à maintenir notre peuple dans cet état d'infantilisme et que la première étape consiste sans doute à modifier radicalement l'atmosphère dans laquelle nous vivons.

Heureusement il semble que ce travail commence lentement à se faire. On ne saurait insister trop sur la nécessité d'utiliser toutes les énergies et toutes les ressources pour qu'il se fasse plus rapidement, plus radicalement et plus en profondeur. La peur du changement, la peur de l'autorité, la peur chronique que plusieurs voix chez nous commencent à dénoncer est tout aussi liée à ce problème de langue qu'à celui de nos autres traits infantiles. Nos gouvernants provinciaux en renonçant au ministère de l'éducation ont été victimes de cette même peur au moment d'accomplir une réforme qu'ils avaient promise. C'est peut-être surtout à ce niveau-là qu'il faudrait espérer un plus rapide assainissement.

S'il est un domaine où la passivité du Canadien français est nourrie et encouragée, c'est bien dans ce système de pensée qui prévaut à tous les niveaux de notre enseignement. La soumission est bénie et l'originalité d'esprit suspecte. Le Canadien français est élevé sous le signe de l'autorité aveugle et l'affirmation de soi-même devient rebellion. Cette situation conduit d'ailleurs à ce résultat qus nos meilleurs talents sont étouffés dans un conformisme stérile alors que les autres paient leur originalité d'esprit par un pénible sentiment d'isolement. Sous ce rapport l'un des aspects les plus consolants de l'évolution récente est que ceux de nos gens qui osent penser commencent déjà à se sentir moins seuls.

★

Le bedeau: ce joual de l'esprit!

Jean Pellerin

ON rencontre quantité de personnages intéressants dans la société canadienne-française, mais je n'en connais pas de plus truculents et de plus hauts en couleur que les bedeaux. Je m'empresse de préciser le sens figuré que je prête à cet archaïsme, ne serait-ce que pour rassurer mon vieux père qui est lui-même sacristain dans une petite paroisse de La Mauricie. Non, ceux que je me permettrai de prendre comme têtes de Turc sont plus tapageurs que les modestes bedeaux de nos églises, bien qu'ils ne sonnent jamais de cloches, se contentant, à l'occasion, de donner de fausses alarmes et d'appeler tout le monde à la croisade.

Les bedeaux forment un groupe minoritaire au Canada français, ce qui n'est assurément pas une raison pour qu'on les ignore. Aussi, c'est avec une dévote espièglerie que j'entends rédiger les notes qui suivent à l'intention des historiens du siècle prochain qui pourraient avoir envie de dégager les traits de notre société contemporaine. Je n'ai pas le privilège de vivre dans l'intimité des bedeaux. Mais je les connais assez bien par les discours ou les conférences qu'ils prononcent, et surtout, par les précieux écrits qu'ils daignent livrer de plus en plus à la chronique des lecteurs dans nos principaux journaux.

CATÉGORIES DE BEDEAUX

Procédons par ordre, la matière est délicate. D'abord, les catégories de bedeaux, ou si l'on veut: les espèces.

On en distingue plusieurs, dont les plus typiques sont:

a) le type politicien: voici un individu qui est, règle générale, la marionnette d'une clique "d'honnêtes travailleurs" (1), ce qui ne l'empêche pas de jouer les enfants de choeur et de se dire le défenseur de la famille, de la confessionnalité, de la veuve et de l'orphelin.

b) le type journaliste: celui-là qui prend pour acquis que le capitalisme s'est fait moine et qui rabâche à la petite semaine les onctueuses sornettes des agences de presse, genre: "l'Occident est un paradis, le reste du monde, un cloaque."

c) le type fort-en-gueule qui a déjà mérité des chiquenaudes ecclésiastiques et qui flaire désormais du progressisme jusque dans les rangs du clergé.

(1) **Honnête travailleur:** euphémisme pour désigner les assomeurs professionnels qu'engagent certains candidats durant les campagnes électorales.

d) le type inquisiteur, dangereusement convaincu qu'il faut couper les bras et les jambes de tous les bons chrétiens pour les précipiter au ciel *manu militari*.

e) frère jumeau de l'inquisiteur, le type Tartuffe. Il s'agit ici du dévot qui vient toujours d'être témoin d'une infâme bacchanale et qui, comme par hasard, est tombé sur un petit film cochon à la T.V. et a réussi à mettre la main sur la toute dernière édition d'une revue obscène.

f) le type espion contrit qui voit partout des machinations diaboliques et qui, par charité et par prudence, ne dévoilera jamais les dessous crapuleux qu'il est évidemment seul à connaître. C'est ce genre de bedeau qu'il faut croire sur parole.

g) le type homme-d'oeuvre, le plus inoffensif. Celui-là se tue en activités et réunions de toutes sortes et cumule, avec résignation, toutes les présidences.

h) enfin, le type m'as-tu-vu. C'est évidemment le plus comique et le plus répandu. Il vient de découvrir son nombril et il a envie de le montrer à toute la gentilité.

MAIS QU'EST-CE DONC QU'UN BEDEAU?

Si disparates que paraissent tous ces gens à première vue, ils partagent des caractéristiques communes. J'en dégage deux: 1) ce sont des bien-pensants, cela va de soi; 2) ils ont tous des arguments percutants. Voyons d'abord ceux des petits bedeaux (car il y en a des petits et des gros).

Pour être en quelque sorte le prolétaire de la bedocherie (2), le petit bedeau n'a pas moins voix au chapitre. Au contraire, il se prononce sur tout, ayant des idées bien arrêtées et définitives dans tous les domaines. On le reconnaîtra à des arguments de poids genre: "Le ciel est bleu, l'enfer est rouge, et le monde est fichu à cause des intellectuels, à cause des maudits Français qui viennent nous voler nos jobs (3), à cause des Russes, des Juifs, des Francs-maçons et des Anglais." C'est simple, direct, concis: il fallait y penser.

Le bedeau de classe est évidemment plus subtil. Il a des précautions oratoires et ses arguments, pour être plus spécieux, n'en sont pas moins frappants. En voici quelques-uns:

(2) **Bedocherie:** V. Glossaire du parler français au Canada, p. 109.

(3) **Jobs:** anglicisme pudique employé pour désigner la situation de porteurs d'eau faite à plusieurs Canadiens français de nos jours.

1) grand aristocrate, il usera de beaucoup de tact pour signifier que les principes démocratiques ne sont en somme que des arguties de dégénérés: de la pâture pour la canaille.

2) il chatouillera quelques sophismes pour suggérer à mots couverts que les libertés civiles et religieuses ont toujours eu quelque chose d'un peu hérétique.

3) il aura des élans mystiques pour évoquer le dogmatisme autoritaire d'antan.

4) il lui arrivera même d'appeler, dans une envolée pathétique, le grand chef que le ciel se doit de nous envoyer un jour pour rétablir, dans sa gloire première, la bonne vieille théocratie des grandes siècles passés.

Et voilà pour les arguments. Comment définir maintenant un être à la tournure d'esprit aussi particulière? Devrais-je employer un terme à la mode qui, à mon sens, est plus drôle que méchant? Pourquoi pas? La vie est si courte; vaut mieux en rire qu'en pleurer. Voici donc ma définition: le bedeau est un joual (4) de l'esprit; un joual épris de fanatisme et d'intolérance; un joual qui erre dans les sentiers battus et qui hennit des clichés opportuns; bref, un joual content de sa joualerie intellectuelle et qui en fait volontiers étalage. C'est très cruel ce que je dis là. J'irai à confesse demain. J'aurai le ferme propos. En attendant, continuons.

SES MÉTHODES

Le caractère du bedeau conditionne ses méthodes d'action. Nous venons d'établir qu'il s'agit d'un joual, et qui plus est: un joual de bride. Or, chacun sait qu'un joual de bride est souvent hargneux et farouche. Donc, le bedeau est hargneux et farouche. Il a peur de tout. Que dis-je? Il a peur d'avoir peur. On le comprend le pauvre. Il se sent et se dit minoritaire. L'ennemi est puissant et partout en embuscade. La cause du bien repose sur ses seules épaules et pour la faire triompher, que ne ferait-il pas? Tout! Absolument tout! Sa générosité est inépuisable. Mais il y a des difficultés. Les périls sont bien grands. Il faut ménager ses batteries, les soldats sont si faibles et si peu nombreux. De plus — et c'est très important — il faut protéger ses avants et surtout ses arrières. On n'est jamais assez prudent. Aussi, pas question de se battre à visage découvert. Il faut des masques du chantage, de la délation et de la calomnie. C'est efficace, paraît-il, contre les vedettes de la télévision et de la politique, et c'est à la portée de tous. Masque encore de la grandiloquence, genre: "l'heure est grave! Debout les jouaux! L'écurie s'écroule!"

Mais le masque ne suffit pas toujours. Bien avisé celui qui s'arme de plus d'un bouclier. Il y en a de tous les calibres, au choix. Voici ceux qui sont le plus portés:

1) l'anonymat est recommandé pour l'escarmouche légère. Plusieurs l'affectionnent, à preuve les longues et courageuses lettres anonymes qui pimentent les chroniques des lecteurs dans *Le Devoir* et *La Presse*.

2) pour le corps à corps plus périlleux, rien comme de s'en remettre au jugement du bon peuple muet. On ne risque rien. C'est d'ailleurs de tradition chez le bedeau que de prendre à parti le peuple présumément rangé de son bord. Impudique concession à la démocratie.

3) pour les engagements passionnés—genre lutte électorale — rien de plus seyant qu'une soutane, n'importe laquelle: le bedeau n'est pas exigeant. Ainsi, par exemple, qu'un falot calotin décrète une ânerie, on peut s'attendre à ce que le bedeau-député s'en empare aussitôt comme d'un gourdin pour assommer l'adversaire. Malheur à celui qui osera protester, on vous l'expédiera illico "dans les ténèbres extérieures, où il y aura etc. etc." Incidemment, la soutane fut toujours pour le bedeau un bouclier de prédilection. Elle attrape toutes les éclaboussures et notre joual s'en tire — c'est le cas de le dire — les quatre fers blancs!

4) Enfin, suprême bouclier: les textes pontificaux. Le bedeau cite le Pape à cor et à cri, non qu'il soit lui-même un lecteur assidu des encycliques, mais il en a retenu des bribes qu'il apprête à sa façon et qu'il vous sert sans cesse, la main sur le coeur.

Un mot au sujet des munitions dont dispose le bedeau. Elles sont toutes faites à la mesure de sa myopie. C'est assez dire qu'elles sont énormes et ont la propriété de tuer — que dis-je — d'écrabouiller le noir et le blanc, sans même qu'il soit nécessaire de viser. D'ailleurs, c'est un principe courant: pour le poltron, il ne sera jamais assez lourd le pavé destiné à écraser la mouche qui l'affole. Enumérons quelques-uns de ces pavés:

a) le pavé potinage. C'est la bombe pestilentielle par excellence.

b) le pavé du gauchisme. Une arme mystérieuse qui a des pétarades de mitraille mais qui rate constamment la cible. Vice de fabrication probablement.

c) le pavé du laïcisme. C'est une arme périmée d'importation française. Mais les bedeaux n'ont jamais eu la bosse des sciences balistiques. Ce pavé les épate encore.

d) le pavé du communisme. C'est la pièce d'artillerie lourde mise à la mode par une sorte de Père Eternel des bedeaux du Canada français.

Telles sont donc les principales munitions en usage. Modeste et traditionnel, le bedeau s'en tient presque exclusivement aux mortiers.

(suite à la page suivante)

(4) Joual: altération phonétique du mot "cheval". Que le cheval pardonne à notre génération, mais ce terme traduit l'idée de "cul-terreux magnifique".

(N.B.: prendre l'adjectif "magnifique" dans l'acception qu'il a dans l'expression bien connue: "cocu magnifique".)

FAITES VOS JEUX

De l'inconvénient d'être catholique

Pierr E.T.

IL y a des attaques dont il ne faut pas tenir compte, et fort heureusement; car un honnête homme n'aurait le temps de faire rien d'autre.

Il en est par ailleurs auxquelles il faut s'obliger de riposter, faute de quoi les mécréants enhardis empoisonneraient les sources de toute action publique.

Par exemple, c'est grâce à la riposte d'une femme courageuse et d'un avocat intelligent que le vocable "communiste" a été éliminé de l'arsenal polémique québécois. (1) De sorte que, pendant les dernières années du duplessisme, la crainte d'une poursuite en dommages-intérêts avait réduit les intégristes et autres réactionnaires à taxer leurs adversaires de "gauchistes", de "socialisants", et de je ne sais quelle autre lavasse.

Certains torquemadas refusèrent toutefois de laisser s'éteindre les bûchers et, forçant leur sottise, ils s'ingénièrent à remplacer le vocable jugé libelleux par des synonymes encore ignorés de la jurisprudence. C'est ainsi qu'un certain abbé Gérard Saint-Pierre — mieux connu par ses tartines sur "L'évêque" que l'Union nationale reproduisait à pleine page pendant la dernière campagne électorale—imagina de m'appeler "le Karl Marx canadien, Pierre Elliott Trudeau", dans sa chronique "Le royaume de Dieu" (pas moins!) publiée dans le *Nouvelliste* des Trois-Rivières.

On m'assure que c'était beaucoup d'honneur. Mais je n'y tenais guère; et je n'imaginais pas qu'un évêque — qui aurait trouvé libelleux d'être accusé de débauche — se serait honoré d'être appelé Raspoutine.

Adonques, quoique j'eusse pris connaissance de l'attaque avec beaucoup de retard, je décidai d'obtenir une rétractation, ou des réparations, de l'abbé Saint-Pierre. Or, avant de poursuivre un prêtre, le droit canon m'obligeait à obtenir la permission de son Ordinaire.

Le 6 juin 1960—la date est importante—j'écrivis donc à Monseigneur Georges-Léon Pelletier, le priant d'obtenir de l'abbé Saint-Pierre une rétractation de sa diffamation à mon endroit; faute de quoi je demandais à Son Excellence l'autorisation d'intenter contre son prêtre des procédures judiciaires.

Le 20 juin, Son Excellence m'écrivit que j'avais déjà dit de Lénine qu'il était un remarquable sociologue. "Mais là n'est pas la question", ajouta l'évêque, et il enchaîna:

Dans le langage commun, Karl Marx personnifie le socialisme, soit politique, soit économique. Il est donc difficile de prouver que l'on

(suite à la page suivante)

(1) Jugement de la Cour du Banc du Roi de la Province de Québec.

Le bedeau . . .

(suite de la page précédente)

Ce pesant arsenal n'a cependant rien pour nous surprendre. Ce qu'elle utilise, en effet, serait, pour un mercenaire novice et couard, des armes légères, genre: mesure, pondération, humour ou simple bon sens? De toute éternité n'est-il pas démontré que ces instruments du diable ne valent que pour les méchants?

LA MORALE DE TOUT CECI

A première vue, les bedeaux sont des personnages inoffensifs dont le principal emploi est de faire la mouche du coche. Leur babil amuse la galerie. Sans eux, nos journaux seraient parfois bien ternes.

Pourtant, il y a une difficulté. Ces bruyants affairistes se disent tous solidaires du clergé. Sans mandat explicite, ils ont parfois l'air de faire bloc avec certains milieux ecclésiastiques influents, milieux qu'ils ne manquent jamais d'éclabousser à force de zèle intempestif. Voilà comment ils deviennent nocifs.

On parle beaucoup de cléricalisme de nos jours et on ne semble pas remarquer que le cléricalisme le plus exaspérant ne porte justement pas soutane. C'est le cléricalisme des bedeaux perfides et délateurs qui hantent les couloirs des presbytères et des évêchés. Sans doute, l'autorité compétente n'attache guère d'importance aux colportages de ces rats de sacristie, mais leur odeur empeste l'atmosphère et laisse croire à certains esprits excédés que le clergé de la Province de Québec ne s'entoure que d'ignorants et de malappris.

Il est malheureux que les intrigues de ces sots donnent l'impression qu'un cléricalisme de mauvais aloi subsiste dans notre société alors qu'au contraire, les clercs qui ont parlé et qui ont fait autorité chez nous ces dernières années ont été, pour la plupart des réguliers et des séculiers honnêtes et intelligents.

Sait-on qu'il faudrait remonter au siècle dernier pour relever une condamnation épiscopale dans notre Province?

★

puisse associer à cette appellation l'hérésie, encore moins le communisme. L'étiquette "communiste" d'ailleurs est postérieure à Karl Marx.

J'apprenais ainsi d'un évêque catholique que Karl Marx n'était communément associé ni à l'hérésie ni au communisme, ce qui me semblait faire assez bon compte des encycliques. Mais je restais sans rétractation, comme sans autorisation de poursuivre.

Le 30 juin, j'écrivis donc à Mgr Pelletier pour "répéter l'humble requête adressée à Votre Excellence dans ma lettre du 6 juin dernier."

Le 26 août, ma lettre restait toujours sans réponse; j'adressai donc à son Excellence une copie de ma lettre du 30 juin, "en espérant qu'elle aura l'occasion de prendre prochainement ma requête en considération."

Enfin, le samedi 3 septembre, Mgr Pelletier m'écrivit une lettre où il s'excusait de son retard et m'autorisait à poursuivre en justice l'abbé Saint-Pierre.

Ainsi l'autorisation de poursuivre m'arrivait trois mois jour pour jour après que j'eusse demandé cette autorisation: c'est-à-dire au moment précis où il devenait certain, d'après les lois de la Province de Québec, que mon droit de poursuivre n'existait plus. En effet, d'après notre Loi de la Presse (337 S.R.Q. 1941, art. 3), une poursuite en dommages doit être intentée dans les 3 mois de la publication de l'article injurieux, ou de la connaissance qu'on a de cette publication.

Mgr Pelletier n'a certainement pas dû étudier la Loi de la Presse. Et je ne saurais lui en vouloir du préjudice qu'il m'a involontairement causé. Mais j'ai écrit ces choses dans l'espoir que les canonistes s'interrogeraient quelque peu au sujet des lois canoniques (et de leur application) qui ont pour effet de priver les catholiques de la protection que la loi civile leur accorde.

Dans l'état actuel des choses, on peut voir que ce n'est pas toujours "la faute des Anglais" si "le Canadien français catholique" est un citoyen de seconde classe et frustré de ses droits, dans la belle province de Québec.

★

Principe des pots communicants

Jean Paré

***"Petit pot à beurre, quand te dépetitpotàbeurreriserastu?
Je me dépetitpotàbeurreriserai quand tous les petits pots à beurre se dépetitpotàbeurreriseront..."***

NON à l'université Sainte-Marie.

Parce qu'il est faux que le nombre des étudiants l'exige, parce qu'il y a pénurie de professeurs, parce que les universités actuelles ont besoin de tout l'argent disponible, parce qu'il est malsain d'appeler université ce qui n'en est pas une, parce que l'anarchie règne encore dans notre système d'enseignement, parce que c'est un précédent qu'attendent impatiemment tous les chefs-lieux de province, parce que "Jamdudum" ou "Yankee Doodle"...

Soit; voilà beaucoup de "parce que", trop même. Voilà trop de raisons dont une seule devrait être suffisante. On dirait une conjuration. S'il faut dire non à ce collège qui se prend pour une université, il faut le dire de la façon suivante:

Non aux Jésuites.

Non à l'université Sainte-Marie parce qu'elle sera le bien, la propriété, la chose et l'instrument des Jésuites, sans avoir d'abord été leur création.

NON À TOUT LE MONDE!

Non aux Jésuites, tout comme il faudrait dire non aux Dominicains, aux Capucins, aux Syndicats Nationaux, à l'Institut de Personnalité, à l'Ecole des Parents, aux Chevaliers de Pythias, aux Chevaliers de Colomb, au Club de Réforme, au Club Renaissance, à la brasserie Houblon, au *Business College* Steno et à l'Ecole du Sixième Rang de Saint-Amable, si ces ordres, ces associations et ces clubs demandaient ce que demandent les pères Jésuites, à savoir:

Fonder, comme n'importe qui peut le faire, une université vraie ou fausse, avec des fonds publics et des professeurs arrachés aux autres universités, assumer la direction de cette université et en définir l'orientation.

Centre d'enseignement supérieur et foyer de recherches, l'université a une fonction sociale; et ce temple, régional ou national, est aussi un service public. Elle doit donc être chose publique, au service de la société, avec des comptes à rendre à qui entretient ce flambeau dispendieux.

L'exemple de l'université de Montréal, université libre, privée ou indépendante comme on l'entendra, qui tire ses revenus du public, tant par les frais de scolarité que par les souscriptions qu'elle a faites et les subventions gouvernementales qu'elle reçoit, et a refusé malgré les adjurations, les pressions et le bon sens, de donner un bilan de son état financier ainsi que les devis de ses projets, devrait nous suffire.

L'université doit être *d'Etat*. Juridiquement autant que financièrement. L'Etat étant ce qu'un peuple le fait, les risques ne sont pas grands. Et les grands dévoués pourront l'être véritablement, c'est-à-dire à leurs frais. Les Jésuites accepteraient-ils d'entretenir une université? Il faudrait leur donner la chance de prouver leur dévouement en leur refusant ce qu'ils demandent, c'est-à-dire un cheval tout équipé.

En fait, ce que réclament les *fondateurs* d'universités, à Montréal, à Trois-Rivières et à Chicoutimi, c'est de pouvoir concurrencer les universités

déjà existantes aux frais de ces universités. C'est l'avantage de disposer d'une université, mais sans danger, sans risques de se casser les reins.

ABUS DE CHARITÉ

On soumet un projet, on offre sa compétence. Puis on attend. On ne brise pas le crâne aux gens pour leur faire accepter la charité. Qu'ont fait les Jésuites? Abus de bulle, extension abusive du sens des mots, déformation de statistiques, campagne de presse. Ils ont crié à la persécution et refusé les décisions d'une commission d'enquête avant même que cette enquête ne débute. (Serait-ce parce qu'une réorganisation de notre congo universitaire ne changerait rien, espère-t-on, aux privilèges déjà acquis?)

Procter and Gamble s'y connaissent en marketing; les fondateurs d'universités aussi, qui jouent des mêmes sentiments que les colporteurs de photos du pape. Avouons-le donc, les Jésuites ne nous offrent pas une université, ils en veulent une!

Truquage. La sociologie, la psychologie et la philosophie sont bien malmenées par ceux mêmes qui veulent désencombrer (!) les facultés de sociologie, de psychologie et de philosophie. Pourquoi les sophistes d'aujourd'hui deviendraient-ils philosophes demain? Car c'est bien de sophismes qu'il s'agit. (Il faudrait tout un numéro de *Cité Libre* pour épuiser le sottisier et je renvoie les lecteurs au volume écrit en collaboration: *L'Université dit NON aux Jésuites.)*

Personne n'a de *droit* à fonder une université. Tout le monde n'a pas la compétence. Et si on n'avait pas douté jusqu'ici de la compétence de la Compagnie de Jésus, c'est qu'elle ne s'était pas encore aventurée dans une polémique où la passion l'a emportée constamment sur la raison.

POUR QUI L'UNIVERSITÉ?

Il y a chez les Jésuites des gens intelligents. Beaucoup. La plupart. Pas tous. Il y a aussi chez eux un certain souci de liberté intellectuelle. Souvent. Pas toujours. Cette liberté intellectuelle, qui a permis à plusieurs jésuites d'exprimer, à l'occasion de conflits sociaux ou littéraires, des opinions divergentes, voici que la stratégie employée pour la "bataille des universités" l'a obnubilée.

Dans cette polémique, unanimité totale. Ce n'est pas le choc des idées qui fera jaillir la lumière dans cette université si elle nait. Qu'il y ait des Jésuites qui ne veulent pas d'université, personne n'en doute. Beaucoup de gens en connaissent. Mais "botus et mouche cousue" diraient les Dupont et Dupond des albums Tintin, à qui il faudrait confier l'enquête pour donner sa chance à la Compagnie de Jésus. On milite, on veut gagner, on impose le silence. Ça n'est ni joli ni prometteur, et ça prouve qu'il s'agit d'une affaire de communauté plutôt que d'une affaire d'éducation.

Ce qui déplait le plus dans l'attitude des Jésuites, c'est que tous les arguments leur soient bons. Et les pires. Un article choisi au hasard dans *Relations* — qui fait la guerre, ça va de soi — illustrera et le fond et la forme du débat. Ça s'appelle *petits pots et gros pots* et c'est signé Maurice Lamarche, s.j.

Notre siècle, écrit-il, *a le culte de l'énorme*. On verra que même les bêtises sont énormes. Déjà pointe à l'horizon *l'énorme* université de la montagne. Pourtant, continue l'auteur de l'article, *l'ancien bon sens nous a toujours dit que c'est dans les petits pots que se trouvent les bons onguents.* Suit une traduction pour apprentis-cuisiniers: *c'est dans le petit chaudron que se préparent les meilleures soupes.* Ah! oui, petit chaudron de Sainte-Marie, dis-le: *La soupe est bonne, ici, père général!*

Le père Lamarche met en scène le petit pensionnat (imaginaire) de Saint-Paul où dans une seule classe, un professeur forme Jeanne d'Arc, Toscanini, O'Connel (pas l'entrepreneur, le tribun irlandais) et Buonarroti (Michel-Ange pour ceux qui n'auraient pas étudié à Sainte-Marie). En face, l'immense collège de Toronto, avec quelques milliers de *x*, de *y*, et de *z*, et aussi sans doute des centaines de crétins comme à Yale, à la Sorbonne ou Oxford. Le secret? A Saint-Paul, le professeur n'a que 15 élèves, et grâce à *quelques mots d'encouragement, à de petites fêtes intimes,* à *l'esprit de famille,* il peut guider ses génies vers leur vraie vocation!

UNE UNIVERSITÉ EST UN POT

A la majeure, disent les professeurs de logique:
Dans les petits pots, les bons onguents,
A la mineure:
Or, les universités sont des pots,
Conclusion:
Donc, dans les petites universités, les bons onguents.

UN ÉTUDIANT: DE L'ONGUENT

Majeure:
Dans les petits pots les bons onguents.
Mineure:
Or, les étudiants, c'est de l'onguent.
Donc, dans les petits pots les bons étudiants.



La proie pour l'ombre?

C.Q.F.D.

Corollaire:

Donc, dans les petites universités, les bons étudiants.

P.S. *Espérons,* écrit le père Lamarche, pour terminer son cours de logique, *que l'enquête, s'il faut absolument l'attendre, dira non aux gros pots et oui aux petits pots.*

Il est probable que cet "ancien professeur", qui préfère *l'ancien bon sens* au nouveau, et qui a écrit *ce plaidoyer pittoresque et plein d'humour* n'enseignerait pas à Sainte-Marie. Mais ceux qui se servent du plaidoyer?

C'est quand on lit de tels morceaux de bravoure qu'on se rend compte que la littérature canadienne existe.

L'APPRENTI-POTIER

Mes chers élèves, après avoir étudié cette vingt-cinquième thèse thomiste, ajoutons-en une vingt-sixième. Le Boeuf Muet nous saura gré de prendre la parole à sa place.

Majeure: *Les pots sont communicants,*

Mineure: *Or, je prends des professeurs pour mon pot,*

Donc, il y aura moins de professeurs dans les autres pots.

Deuxième partie de la thèse:

Majeure: *Moins il y a de professeurs dans un pot, plus chacun des professeurs a d'onguent,*

Mineure: *Or, il y aura moins de professeurs dans les autres pots,*

Donc, chacun des professeurs aura beaucoup d'onguent.

Corollaire: *eu égard au contenu des propositions énoncées au début du cours, lesquelles propositions sont détruites par celle-ci, il appert que les petits pots à onguent se dépetitpotsàonguenteriseront quand je me dépetitpotàonguenteriserai...*

★

Deux séminaristes répondent à Pierre Dansereau

Premier séminariste

Ottawa, le 1/2/61

Monsieur Pierre Dansereau,
Cité Libre

Monsieur,

Vous vous rappelez le séminariste qui est allé parler avec vous au début de janvier? C'est lui-même qui vous écrit.

Je veux vous répéter quelle résonnance ont eues ces vérités que vous avez discutées si fraternellement.

Permettez-moi de me faire Etienne et de vous répondre, de dialoguer à l'intérieur de cette Eglise que nous constituons tous ensemble dans l'Esprit qui habite en nous.

Je suis jeune (22 ans); aussi, ne vous attendez pas à des pensées longuement réfléchies, mûries et prudentes, car alors je mentirais sur ce que je suis.

Vous n'êtes pas anti-cléricaliste; vous n'êtes que contre ceux qui, dans la hiérarchie ou ailleurs, faussent l'Eglise. Et si on vous accuse d'"anti", c'est probablement pour se soulager bourgeoisement la conscience des faits gênants que vous mettez en lumière. Vous voulez que le christianisme évangélique et incarné dans une culture adulte devienne une réalité dans l'Eglise canadienne.

Je suis viscéralement d'accord. Nous (car ici je ne suis pas seul, bien que nous ne formions pas la majorité dans ce séminaire) nous voulons aussi voir enfin les prêtres se consacrer à leur ministère propre qui est triple: liturgique, de la Parole, et d'intercession (cf Bouyer, *Sens de vie sacerdotale*, 59). Nous espérons avec vous que l'Eglise canadienne va crier sur les toits, dans et par sa vie, l'Evangile et la pauvreté évangélique, plutôt que d'imposer de force une morale dont la conformité donne la garantie de son petit salut individuel. Nous voulons sentir davantage que la partie enseignante tient compte de la consécration baptismale des chrétiens et qu'elle se conduit avec eux, non comme un maître forçant à la soumission ses serviteurs, mais plutôt comme Pierre lui-même qui, un jour, répondit à un officier qui se prosternait devant lui: "Relève-toi, je ne suis qu'un homme, moi aussi" (*Actes* X, 26). Nous croyons qu'il faut surtout que l'Eglise prêche une vie non pas seulement "d'honnête homme", mais celle où le Père, le Fils et l'Esprit eux-mêmes viennent, dans la célébration liturgique, soulever l'humain pour le racheter et le faire se dépasser, à la Gloire du Père.

Le problème, c'est qu'il y a tension entre les réactionnaires et les évolutionnaires: "Growth is the true sign of life" (*Newman*), et ce, au milieu d'un peuple insuffisamment renseigné pour prendre position.

Acceptez, Monsieur Dansereau, qu'un séminariste soit humblement d'accord avec vous. J'ai voulu, bien inférieurement, me lier à votre concert à vous tous qui respirez enfin: vous voyez le déclin d'une civilisation et d'une réalisation historique et locale de la religion du Christ (réalisation valable dans les siècles passés, mais inadmissible aujourd'hui). Cela a trop duré, qui ne tient que par des murailles extérieures, qu'à coups de lois, de censure, d'apeurement, d'arguments d'autorité. (En histoire, un indice d'une civilisation décadente consiste, je pense, en ce phénomène où le peuple doit être régi par des lois contraignantes pour garder sa santé morale); souvent aussi, il y a ce sens "mouton" de la tradition; on est aveugle devant les anachronismes, craintif quant à leur suppression et timide pour la promotion de solutions nouvelles. Cette tradition, de plus en plus on met en doute sa valeur: à partir de la langue (gardienne de la foi) jusqu'à une vision religieuse, mais craintive, puritaine et étroite de l'univers, en passant naturellement par notre joyau: le cours classique: "Formation cléricale pour tous", un cadre de suppléance qui dure depuis le début de la colonie. Les aggrandissements récents et "à coup de millions" de ces collèges, (on les appelle "séminaires") dans la région métropolitaine, ne sont pas sans figer l'évolution historique dans ce vétuste état colonial!

Cependant, c'est surtout à votre chant de confiance et d'espérance en un monde qui semble s'amorcer, que j'ai voulu m'unir; jubiler avec vous devant le Seigneur de ce qu'on peut maintenant espérer ici une vraie civilisation chrétienne "où la loi sera mise dans le coeur de chacun" (*Jr* 31, 31): ce sera l'Esprit, donné à tous lors de la renaissance au baptême et durant toute la vie au rythme des cycles liturgiques, qui pénétrera tout l'homme et le poussera de l'intérieur à l'amour de son Père et de ses frères. La morale intérieure, personnelle, prenant sa source dans cette force divine qui travaille désormais en nos entrailles et basées sur notre parenté avec le Père (dans son

Fils), renouvellera un milieu où tous semblent "bien se conduire" parce que le mal est prohibé, que le bien est obligatoire sous peine de rejet par le corps social et où le péché n'est autre que la perte de son petit salut individuel, accordé par un Dieu vengeur: "Dies irae, dies illa".

C'est donc bien vers cette liberté chrétienne dont parle saint Paul, que nous tendons. Je m'inscris dans cette perpective d'espérance en une vraie civilisation évangélique dont nous semblons voir les premiers mouvements:

"Le Père nous envoya son Fils pour nous conférer l'Adoption filiale".

"Non plus esclaves, mais fils."

Le Christ nous a laissé son Esprit de Vérité.

Et la Vérité nous fera libres...

Cité chrétienne, cité libre.

Par ailleurs, nous n'entrerons parfaitement dans la liberté de gloire des enfants de Dieu que lors de notre entrée dans le royaume céleste dont présentement nous ne possédons que les arrhes. Mais déjà nous sommes dans le royaume paternel; et si, ici, les lois sont une nécessité, elles ne sont nécessaires qu'en autant qu'elles aident les chrétiens à se libérer d'elles. Elles doivent conduire à la maturité le peuple chrétien. Elles ne sont là que pour disparaître à mesure que le chrétien, par la force de la Grâce et la connaissance de la Vérité libératrice, pourra se conduire selon ce dynamisme intérieur. Le législateur (ecclésiastique ou civil) doit voir cette existence éphémère et ce rôle incuratique (Paul dirait "péragogique") de toute loi pour le chrétien.

Il faut dire aussi que, s'il est dur "de se sentir au sein d'une communauté, participant aux défaites comme aux victoires", moi-même je n'améliore pas la situation: séminaristes, les cadres de notre institution nous forcent à vivre dans une atmosphère de confort qui endort et dont l'atmosphère de sécurité nous éloigne de la réalité où tous nos frères peinent. J'ai, comme mes confrères, des tendances puritaines. Le milieu fermé dans lequel nous vivons, nous fait découvrir la richesse du silence, mais nous rend individualistes. J'oublie souvent, dans nos assemblées liturgiques (je ne devrais pas dire "liturgiques" à moins que ce mot se limite toujours aux seules rubriques, et ne pas dire davantages "assemblées", car le caractère communautaire se résume souvent à une pure contigüité physique de cellules individuelles), nos frères du monde entier. Tout cela pour vous dire que nous faisons aussi partie de cette province anachronique.

Avant de vous quitter, ne trouvez-vous pas effarant de ce que nous ayons à travers une crise "provinciale", alors que le pays recherche l'unité pour un rôle international pacificateur, alors que l'Esprit souffle dans les Eglises pour un effort d'unité et que le monde semble se transformer en un pays à l'échelle terrestre prêt à conquérir, comme Colomb, d'autres terres pour les offrir à la gloire de Dieu qui nous a demandé de parachever sa Création?

Je tenais à vous répéter que des clercs vous ont entendu, qu'ils tendent vers l'avant comme vous, mais qu'ils sont aussi frappés du péché qui fait obstacle à la Grâce et freine cette marche vers la Jérusalem Nouvelle.

Je supplierai le Seigneur avec vous pour qu'arrive ce jour où, tous ensemble, prêtres et laïcs, assemblés autour de l'autel, nous pourrons, en français (car l'homme, intelligent, est capable d'écouter la Parole et de prier consciemment), rendre gloire à Notre Père de nous avoir tous acceptés dans son Peuple pour vivre cette aventure où, par son dynamisme et malgré les poids des uns ou le recul des autres, nous tendons vers son Royaume.

Avant de vous quitter, je veux vous remercier de l'accueil que vous nous avez donné. Cette lettre a voulu vous montrer que nous écoutons, dans nos résidences retirées, les appels que tous vous lancez; nous vous demandons de continuer et de comprendre que nous sommes prêts pour rattraper l'évolution que vous proposez.
Que l'Eglise pratique joyeusement ses voeux de pauvreté et de chasteté face à l'Etat (1).

Frère dans le Christ,

P. B., séminariste.

---

(1) **La soif inavouée de faire une institution gigantesque:** Romano Guardini écrivait, vers 1932, à un évêque allemand, et "Il y présentait, au début de la poussée nazie, le mouvement liturgique comme le moyen privilégié offert à une Eglise. Privée, par un monde hostile, de moyens extérieurs de rayonnement, pour se "replier" sur sa vie proprement ecclésiale, retrouver sa propre essence, garder vivant et actif son témoignage fondamental." De même en France, sous l'influence de l'Action Catholique et la force de l'occupation, "Les chrétiens, rendus, dans la nation et dans le monde, au "franc jeu" et à l'"ordre dispersé" de leurs initiatives civiques, sociales, économiques, sentaient qu'ils n'avaient à demander, au fond à l'Eglise, que cela même dont elle est l'unique dépositaire: la Parole de Dieu et les sacrements du salut." **(Vie intellectuelle 1948, juin, p. 83-84)**

C'est maintenant à l'Eglise canadienne de laisser tomber son engouement du pouvoir, son désir d'être un "pilier de l'Etat", son besoin de "faire gros", pour reprendre le rôle traditionnel de l'Eglise: la proclamation de la Parole, et la présence au monde du Salut du Christ dans la liturgie sacramentaire.

Le deuxième séminariste

Cher Monsieur Dansereau,

Votre lettre m'est parvenue dès les premiers jours de décembre (1). Mon vif désir de vous adresser une réponse immédiate a cédé à mes exigences intellectuelles qui me gardent d'aller trop rapidement aux conclusions. Ce fait ne vous surprend guère, j'en suis assuré, car vous me connaissez si bien; d'ailleurs, ne vous suis-je pas redevable, pour une large part, de cette heureuse disposition de pensée?

Ma décision de réaliser ma vie dans la vocation sacerdotale ne s'identifie pas à une désertion du monde scientifique. L'immense besoin d'hommes de science que ressent notre société est en moi une conviction profonde; aussi pouvez-vous croire que je demeurerai fidèle à moi-même, à cet égard, et fervent défenseur de la cause dont nous avons tant parlé déjà. Quant à mon action immédiate en ce domaine, je pense pouvoir la réaliser en un service d'apostolat mieux conditionné et plus fécond. Mes années d'études en sciences m'ont appris les termes qui me permettront, demain, de faire entendre une parole lucide dans le dialogue souhaité entre prêtre et scientifique.

Mon optimisme de la première heure ne me cache pas l'imminence des moments difficiles qu'il me faudra traverser au séminaire. D'ailleurs il est certain qu'en tout domaine, la valeur objective d'une vocation fixe déjà "la somme à verser" par celui qui s'y engage. Je n'hésite aucunement à reconnaître avec vous que la vocation sacerdotale soumet "son homme" à une rude épreuve. La considération du seul aspect intellectuel est effarante.

Au départ, l'étude de la théologie engage l'esprit sur une voie où chaque instant de réflexion sérieuse et de recherche authentique est marqué par les affres d'une véritable agonie. Adhérer à *tout* le message transmis comme à un bloc de vérités auxquelles il est impossible de faire ni addition, ni soustraction, alors que l'esprit incline de tout son être à voir, à comprendre, à peser, à mesurer, à vérifier, telle est la condition fondamentale du théologien et de l'apprenti-théologien qu'est le séminaire. Tenir pour certaines, avec toute la vigueur de son intelligence, des vérités seulement "entendues" (Rom., 10, 17) qui dépassent et dépasseront toujours la capacité naturelle de l'esprit, accule à un paradoxe qui stimule, sans doute, mais qui, d'autre part, crucifie tragiquement. Il est bien juste d'affirmer ici que "cette épreuve rebute beaucoup plus les forts que les faibles".

(1) "Lettre à un séminariste sur l'aliénation des intellectuels", dans **Cité Libre**, décembre 1960, pp. 14-17.

Ce renoncement de l'esprit en face du donné révélé et de la science théologique n'est tout de même pas un cas exclusif; que de fois n'avons-nous pas été conduits, l'un et l'autre, à prendre conscience des insatisfactions objectives du scientifique devant l'étendue et la profondeur des secrets que recèle l'univers matériel. Et, quand on ajoute à ces obstacles inéluctables les multiples incompréhensions que comporte la réalisation concrète d'une oeuvre dans un milieu humain bien défini, on comprend que toute vocation se réalise sous le signe de la contradiction. A cet égard, vous ne sauriez croire combien vous me demeurez un exemple vivant de ténacité et de persévérance. Aux heures difficiles vous serez certainement pour moi la figure réconfortante du témoin demeuré au poste malgré les mesquineries de l'entourage, malgré les oppositions, voire les persécutions.

Pour m'inciter à mesurer l'importance du rôle qui pourra m'être dévolu dans l'Eglise canadienne de notre époque, vous me rappelez la crise de la France d'hier. Je ne veux pas dresser le bilan des causes qui ont acculé un certain nombre de Français au rejet des valeurs chrétiennes. Je suis totalement d'accord avec vous quant au fait essentiel, à savoir qu'il est radicalement impossible de dissocier le Christ et l'Eglise; le dédoublement que comporte la fidélité au Christ et l'opposition à ses représentants conduit à une impasse. Ils ont merveilleusement compris cela, les penseurs et les théologiens que vous citez et que vous admirez. Moi aussi, je les estime beaucoup; mais peut-être, envisageons-nous un peu différemment le principe de leur valeur. La portée prophétique de leur message me semble venir de leur humilité face à la réprobation et surtout de leur persévérance à chercher une voix qui clame la parole de l'Eglise. De toute façon leur labeur tenace et leur loyale docilité ont rendu d'immenses services; vous me concéderez bien, cependant, qu'il n'est pas facile de déceler à quel moment de leur carrière ils ont le mieux servi la cause de la foi. Il serait utile d'étudier en ce sens l'oeuvre de De Lubac, par exemple, pour comparer l'apport de ses ouvrages à nuance hétérodoxe et celui de ses écrits postérieurs, comme *Paradoxes, Affrontements mystiques, Méditation sur l'Eglise*.

Mais pourquoi cette insistance puisque la crise religieuse doit avoir, chez nous, sa figure propre: vous affirmez avec raison que nul commun dénominateur ne permet de la réduire à la secousse qui a ébranlé la France, ou l'Espagne, ou la Russie. Cette constatation vous conduit à une remarque pleine de justesse qu'on souhaiterait entendue par un grand nombre: "Nos intellectuels et nos savants, dites-vous, ont si bien su en tout temps faire deux parts distinctes de leur science et de leur religion, leur exigence d'unité a été si faible qu'ils ne se sont guère engagés dans des sentiers dangereux". La reconnaissance de ce fait, sous

votre plume, Monsieur Dansereau, est valable au plus haut point; un tel aveu me paraît de bon augure. En fait, vous constatez chez les intellectuels un manque d'approfondissement de leur foi, ou ce qui revient au même en pratique, un refus d'engagement de leur part, face aux exigences chrétiennes.

Puisse votre voix être entendue! Puisse l'élan que vous susciterez, peut-être, produire de bienfaisants résultats qui mettront fin à la dualité qui disperse trop souvent des énergies requises pour l'instauration d'un sain humanisme chrétien où dogme, morale, sciences, philosophie, esthétique, apportent la nécessaire contribution de leurs valeurs respectives. Cette réalisation tardera peut-être. Voyez-vous, on est lent à démarrer; je pense en particulier avec quelle réticence les intellectuels eux-mêmes répondent aux initiatives du renouveau liturgique. Le souci que manifestent les laïcs de prendre leur responsabilité entière devrait pourtant, en saine logique, assurer leur collaboration enthousiaste en ce domaine. Votre alerte mettra peut-être fin à l'inertie? J'ai confiance et je formule à nouveau le souhait que votre voix soit entendue.

Parlant des responsabilités laïques, j'en viens à vous dire ma pensée sur le problème majeur de votre lettre. Comme vous, je trouve que dans notre milieu les valeurs spirituelles doivent jouer un rôle plus grand encore, en étendue, en profondeur. Toutefois je ne considère pas que la meilleure voie pour atteindre cet objectif soit de bouter le clergé hors de tous les domaines sociaux comme sont par exemple l'hospitalisation ou l'éducation. Ce que je réclame avec toute l'ardeur que vous me connaissez, c'est que la présence de l'Eglise au sein des diverses institutions soit toujours motivée par des préoccupations d'ordre surnaturel. En tout temps, à tout propos, il devrait être strictement défini, en droit, et manifestement visible, en fait, que le souci du message évangélique à transmettre est la seule raison d'être de l'Eglise et l'unique mobile de son action.

Je réprouve donc ceux qui pensent la servir en la mettant à leur service; je ne crois pas que la saine fidélité à l'éternel s'identifie à l'attachement crispé à des positions désuètes; je me garde de confondre l'intransigeance dans la foi avec la volonté d'imposer des idées personnelles. Somme toute, je juge que la confusion est ici, comme ailleurs, chose mauvaise. Mais d'autre part, vous en conviendrez facilement avec moi, le dé-partage en ce domaine ne se conçoit ni ne s'effectue d'une façon mathématique; aussi, est-il manifeste que la scission préconisée par certains catholiques entre les réalités temporelles et les réalités spirituelles ne peut se dire inspirée de l'esprit catholique. Le clerc — comme n'importe quel fidèle, d'ailleurs, — sait que l'univers tout entier n'a qu'un seul principe de consistance et d'achèvement qui est le Christ (Col., 1, 16-18). Conditionné par cette vérité, il ne se donne pas pour rôle de passer les valeurs profanes au crible des valeurs sacrées, mais bien de promouvoir un ordre qui assure une meilleure "assomption" du profane dans le sacré.

Les modes de réalisation de cette fin très haute sont multiples. En fait, vous m'en avez enseigné une forme authentique lorsque vous me signifiez discrètement que le travail "parmi les fumées du laboratoire" peut devenir démarche sincère vers l'Inconnu; lorsque vous me rappeliez que le déploiement de nos énergies dans l'exploration et la recherche peut s'accompagner d'une ferme espérance en la venue de l'Esprit-Saint; lorsque vous me disiez, en un mot, que les gestes et les labeurs du scientifique peuvent être offrande de soi et prière contemplative. Je sais que vous vivez à ce niveau de profonde spiritualité; mais est-ce là la compréhension qui a cours chez tous vos collègues et vos disciples? Une telle mentalité s'accommoderait bien, semble-t-il, d'une solide culture théologique.

Toutefois, vous me parlez de cours de théologie professionnelle "imposés" aux diverses facultés universitaires. Je n'ai pas fait enquête pour savoir si ces cours sont valables ou non, s'ils sont appréciés ou non; quelques bribes de conversations sporadiques avec des confrères, étudiants à l'Université, m'ont apporté des jugements diversifiés mais toujours nuancés. Par ailleurs, des sources objectives m'assurent que les membres de la Commission des Etudes de l'Université de Montréal étudient encore le projet de l'intégration de ces cours au programme des facultés. La situation de fait est donc légèrement différente de ce que j'avais compris d'abord en vous lisant.

Bien que l'initiative en cours me paraisse d'une valeur indéniable, je reconnais qu'elle demeure une formule parmi d'autres. Qu'on l'approuve ou non, il reste que le problème des implications concrètes du fait catholique inhérent à une université catholique ne peut demeurer sans solution. Conscients de leur responsabilité intégrale, les directeurs d'études des diverses facultés doivent normalement prendre les mesures requises pour traduire le caractère spécifique de leur institution catholique. En toute éventualité, des suggestions émises de part et d'autre, à ce propos, pourraient bien servir d'amorce à un dialogue vivant entre clercs et laïcs et soutenir ensuite une collaboration intéressante, fructueuse et durable entre autorités religieuses et compétences universitaires.

Ainsi les valeurs spirituelles auraient chance de pénétrer davantage dans notre milieu, non par la force de la pression sociale qui n'a rien à voir avec l'instauration du spirituel, non par la force de nos énergies trop limitées et combien vaines devant l'ampleur de l'oeuvre, mais par la force incontestable de la grâce et de l'Esprit-Saint. Si

j'invoque la force de l'Esprit, ce n'est pas que je mésestime l'action de personnalités comme la vôtre; vous êtes de ceux qui peuvent hâter l'heureux avènement d'un ordre meilleur. Votre souci de voir s'agrandir et s'approfondir "l'aire des valeurs spirituelles et singulièrement celles qui sont spécifiquement catholiques" se présente comme une profession de votre attachement à l'Eglise du Christ. Cette attitude que vous affichez sans équivoque vous situe nettement en dehors du secteur des anti-cléricaux auxquels vous avez paru un moment vous identifier dans la lettre que vous m'adressiez. Peut-être certains intégristes de l'extrême droite oseraient-ils vous taxer de laïcisme. Même alors je serais là pour nier la véracité de leur attribution. Non, Monsieur Dansereau, votre fidèle Etienne ne supporterait jamais qu'on vous qualifie d'anti-clérical, il vous connaît trop! Tout au plus se permet-il de regretter un peu que des hommes de votre trempe n'aient pas réalisé un apport plus valable pour l'extension du Corps Mystique dont ils font partie.

Sans doute, y a-t-il des situations présentes qui doivent changer: c'est vrai que trop souvent la prédication ne sert ni la mystique ni la ferveur; c'est vrai que le financement des hôpitaux n'a rien de spécifiquement évangélique; c'est vrai que notre système d'éducation, jusqu'en 1940 à peu près, a été marqué d'une inspiration trop unilatérale. Mais on enregistre des efforts positifs, tout de même, en l'un ou l'autre de ces secteurs; il est loyal de le reconnaître. Il reste beaucoup à faire et l'action appartient aux convaincus. Malgré les lenteurs, malgré les échecs et les incompréhensions, il nous faut aller de l'avant avec une "humble fierté", selon l'expression de De Lubac. Je me rappelle en ce moment l'une des pages prophétiques que ce théologien nous sert en parlant de "nos tentations à l'égard de l'Eglise". Je pense que ses idées pourront nous faire entrer, l'un et l'autre, dans une atmosphère de plus confiante lucidité face à l'Eglise de chez nous: "Aujourd'hui que de toute part l'Eglise fait figure d'accusée, aujourd'hui qu'elle est incomprise, bafouée dans son existence et dans sa sainteté même, tout catholique doit veiller à ne pas laisser exploiter contre elle ce qu'il ne voulait exprimer que dans l'intention de la mieux servir. Il doit prendre garde à des malentendus mortels... une certaine sorte d'auto-critique, toute tournée au dehors, pourrait n'être qu'une recherche d'*alibi*, propre à nous faire esquiver l'examen de conscience... L'humble acceptation de la solidarité catholique nous vaudra peut-être de nous réveiller de quelques illusions. Elle nous vaudra peut-être d'aimer à nouveau, dans une lumière nouvelle, cela même que, de la sagesse de notre Eglise, de ses institutions, de ses traditions, de ses exigences, nous étions portés à ne plus comprendre" (2).

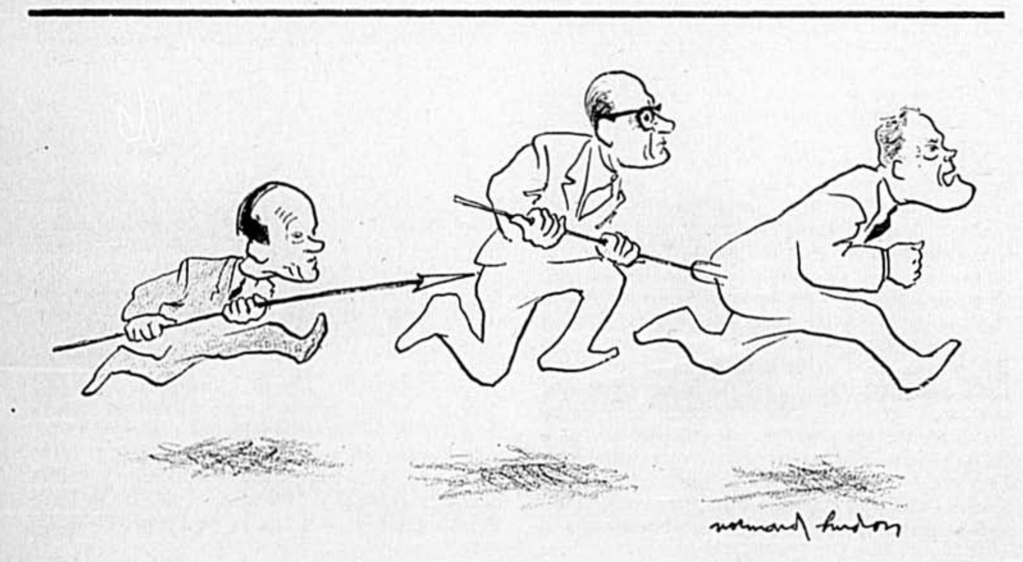
Sur cette trouée de lumière, je vous quitte, cher Monsieur Dansereau; je n'ai pas relevé tous les item de votre message; j'ai voulu causer de ce qui me paraissait le plus essentiel, dans le style de ces bons colloques d'autrefois. Je garde mille souvenirs de votre sollicitude fraternelle; puissiez-vous trouver sans retard la voie qui traduise le mieux et le plus magnifiquement possible vos richesses spirituelles, pour votre joie et pour le bien de tous, en vue du règne du Christ.

Sincèrement vôtre,
Etienne

---

(1) Henri de LUBAC, **Méditation sur l'Eglise**, 3e édition revue, Aubier, Paris, 1954, pp. 248 et 251.

★



ART ET ARCHITECTURE

Deux architectes mécontents

POLÉMIQUE OUTRÉE

Québec, le 24 janvier 1961

Monsieur le Directeur,

Permettez-moi les quelques commentaires suivants, en marge d'un article paru dans le numéro de janvier de votre revue sous la rubrique "Art et Architecture" et signé par Guy Viau.

Le ton général de cet article assez incohérent dans son ensemble, est plutôt celui d'une polémique outrée où certaines personnes, dont moi-même, sont violemment prises à partie, comme s'il était question d'assouvir une rancune ou une inimitié, plutôt que d'exprimer une opinion basée sur des considérations d'ordre critique.

Cependant, laissant de côté cet aspect "hors-texte" de l'article, je désire relever un jugement quelque sommaire soit-il, que l'auteur porte sur le plan d'ensemble de l'Université Laval. Il accole les épithètes de "gigantisme" au plan et de "mégalomanie" à son auteur. Ne connaissant pas M. Viau, j'en conclus que son jugement sur ma personne dérive de son jugement sur mon plan. Il s'agit là d'un bien élémentaire processus de pensée!..

Ce plan est-il hors d'échelle?.. les espaces prévus pour les diverses fonctions de l'Université sont-ils démesurées?.. le cadre en est-il trop vaste?.. Voilà des questions auxquelles des réponses affirmatives donneraient raison à l'emploi du qualificatif de "gigantisme" pour ce plan sinon nécessairement de mégalomane pour son auteur.

Or nous (je dis nous car j'englobe tous ceux, sans exception, qui ont été appelés à travailler à l'élaboration des programmes et à l'édification de la Cité universitaire) savons pertinemment que les terrains prévus correspondent en étendue aux besoins de l'Université. Il n'y a qu'à étudier l'occupation au sol des édifices construits sur les espaces qui leur ont été réservés, et à évaluer le volume des constructions futures basées sur des programmes déjà tracés, pour se convaincre rapidement qu'il y a équilibre entre les deux éléments. Après plus de dix ans que ce plan a été conçu, on peut tout au moins constater qu'il a su rencontrer les exigences en étendue aussi bien qu'en emplacement, des programmes de construction déterminés par les besoins de l'enseignement.

Si le plan rencontre les besoins des diverses fonctions, est-ce aux constructions qu'il faut affubler le terme de "gigantisme"? Mais que sont-elles sinon la résultante d'un programme basé sur des besoins et des fonctions précises, soigneusement établies par les autorités universitaires?.. Ceci me rappelle un commentaire de même nature où l'on voulait que le plan des édifices comprenant l'hôpital universitaire, les facultés des sciences et la bibliothèque centrale "soit à l'échelle de la maison des anciens", auparavant demeure privée, encore située sur le campus. Que le plan d'ensemble ou les constructions ne soient pas une expression heureuse du programme, cela est une autre affaire où le libre jugement du critique peut s'exercer, mais de "gigantisme" il ne peut être question qu'au niveau des besoins. Si monsieur Viau veut s'attaquer à cet aspect de la question, libre à lui...

Mais qu'est le "gigantisme?" En matière d'architecture, il serait, selon moi, et faute de définition plus satisfaisante, l'expression démesurée et voulue d'un programme ambitieux, élaboré pour la glorification personnelle d'un homme ou d'une idée. On peut dire ainsi que les temples et les pyramides égyptiens sont marqués de gigantisme. Mais quand l'oeuvre est la résultante de besoins et de fonctions déterminées, peut-on l'entrer dans cette catégorie?.. Un barrage, un aéroport, une cour de triage, le bureau chef d'une grande compagnie, un centre parlementaire, une université contemporaine, un centre d'achats peuvent être très grands. Sont-ils pour cela nécessairement marqués de gigantisme?..

D'ailleurs, cet article est, en général, farci d'affirmations aussi catégoriques que gratuites et de jugements aussi sommaires que sans appel, et s'apparente à une discussion de bistro où le paradoxe se substitue au raisonnement, la véhémence à la conviction, l'opposition systématique à l'originalité de jugement, la discontinuité à l'imagination et où l'épithète tient lieu de réflexion, et l'imprécision de subtilité. Nous sommes loin de l'expression libre, voire courageuse et forte, d'une pensée critique claire, saine et constructive...

J'espère, Monsieur le Directeur, que vous voudrez bien publier cette lettre dans le prochain numéro de "Cité libre" et vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,
Edouard FISET,
architecte.

VOUS FAITES DU DRAME!

30 janvier 1961

Cher Monsieur Viau,

Pratiquer le secret professionnel n'est pas dire la même chose que solidarité professionnelle; Monsieur Viau, vous faites du drame!

L'architecte aujourd'hui n'écrit pas de critique surtout parce que cela n'est pas son expression: l'architecture bien pratiquée est un dur métier qui ne laisse pas beaucoup de loisirs.

Le code de sa profession lui permet de faire critique quoique soit l'impression populaire; mais l'architecte, optimiste qu'il est, espère toujours que son ouvrage sera lu, et compris, sans interprète.

Et c'est là une erreur du premier ordre, à mon expérience. L'architecture a besoin que l'on parle d'elle; plus ici à Montréal qu'ailleurs, peut-être, car Montréal, en particulier, et la Province, souffrent évidemment en comparaison d'architecture récente avec le reste du pays et avec l'étranger.

Aussi, je ne veux paraître ingrat envers vous, Monsieur Viau qui entamez le dialogue presque le premier et avec une belle force d'indignation. Si j'ose écrire cette lettre, c'est que je désire vous adresser une requête que vous méritez par l'intérêt que vous montrez à l'architecture.

Je crois qu'une critique utile pourrait se diriger tout de suite dans une ambiance plus amicale, et se préparer à un effort plus soutenu et moins intempestif, par la définition des termes, par une analyse plus détaillée de certaines oeuvres, afin de vérifier si l'architecte et le critique se servent du même vocabulaire; par l'effort de s'expliquer les normes internationales des valeurs architecturales et de tâcher de situer l'effort que réussissent les architectes d'ici, vis-à-vis le monde.

L'historien sait lire les peuples dans ses constructions; mais ici, peu de nos écrivains nous ont encore dit ce qu'ils voyaient de nous dans les nôtres, et pourtant ce sont des livres qui en disent long.

J'espère Monsieur Viau que vous direz aux lecteurs de **Cité libre,** qui ne connaissent peut-être pas les personnalités que vous damnez ou sanctifiez si rondement, quels sont les défauts ou les charmes de leurs oeuvres; les hommes passent, mais les m... bâtisses durent longtemps.

C'est tout pour dire qu'une critique architecturale s'impose urgente, mais qu'elle doit se conduire dans le cadre des règles qu'impose l'objectivité, qu'elle nécessite une connaissance profonde des problèmes de l'architecture et une sympathie particulière pour un art qui engage l'homme en tant qu'être social, plus que tous les autres.

C'est un reproche aussi que je vous adresse, Monsieur Viau, car je crois que votre intérêt peut rendre à notre cité un plus grand service.

Ne serait-il pas préférable d'écrire l'histoire des influences que l'on retrouve dans les oeuvres que vous citez, d'en faire la génèse en détail; puis de tirer jugements de telles dignes, telles indignes influences; d'expliquer les étranges accidents géographiques et ethniques qui donnent à l'architecture ici son caractère, reconnu si bizarre en dehors du Québec.

L'influence du client est beaucoup plus forte en architecture qu'en tout autre art; une étude du climat qu'il impose explique aussi dans l'histoire, plus d'une forme de l'architecture. Et la pratique elle-même de l'architecture n'est que bien peu connue. Nous sommes classés artistes — mais que sait-on couramment de l'engagement de l'architecte dans les rouages si essentiels au succès de l'oeuvre, — rouages administratifs, légaux, techniques et scientifiques.

L'architecture organise une oeuvre d'art qui se complique de toutes les sciences, toujours expérimentales, tout en engageant sa responsabilité financière et professionnelle d'une façon irrévocable, et doit maintenir au sein de ce tourbillon une clarté d'artiste qui maintient et développe la pensée qui donnera l'unité conceptuelle, qui est la grandeur de l'architecture.

Dites-nous, Monsieur Viau, ce que vous avez vu; expliquez-nous la vision qui vous permet cette juste colère.

Bien à vous,

Guy DESBARATS

architecte.



Quand Franco rencontre Nasser...

LE 23 septembre 1960, le Président Gamal Abdel Nasser était accueilli à l'aérodrome de Madrid par le général Franco. Voici, sur cette entrevue, quelques commentaires de journaux espagnols:

"L'Espagne est l'unique pays européen qui, au cours des siècles, a su percevoir la nécessité d'une coexistence avec le monde arabe...

"Dans des moments très difficiles, notre pays montra une compréhension très désintéressée du drame des réfugiés et de la lutte pour l'indépendance. Nous savons que ces sentiments sont réciproques. Les Arabes ont compris également notre amertume, à certaines heures, par exemple celles où l'on a voulu boycotter diplomatiquement l'Espagne...

"L'Espagne voit dans le Colonel Abdel Nasser le personnage qui a contribué dans la plus grande mesure à l'agrandissement de son pays, l'homme qui a suscité des espoirs légitimes dans l'âme de millions d'Arabes, des plages de l'Atlantique au golfe Persique. Mais Abdel Nasser a fait encore plus. Sous son mandat, l'empire du sultan Saladin est ressuscité par la fusion de l'Egypte et de la Syrie. Après sept siècles, l'ancienne gloire a rajeunie, gloire qui a toujours ému les Arabes et les amis du monde arabe. Dans l'oeuvre d'Abdel Nasser s'entrelacent la poésie et l'économie, les hymnes et les chiffres, les rêves et la technique."

ABC, 24 septembre 1960

"L'entrevue cordiale qui a eu lieu entre le Président de la R.A.U. et notre Caudillo a été une nouvelle manifestation d'une des directions de la politique extérieure espagnole, maintenue durant plus de vingt ans contre verts et marées, politique qui a su conquérir la sympathie et surtout le respect des peuples arabes... L'Espagne, face à de nombreuses incompréhensions, a voulu réaliser une politique internationale de parfait équilibre, et de neutralisme honorable qui l'a fait apprécier des peuples renaissants, ceux du monde arabe en premier lieu. C'est ainsi que notre pays a su se placer dans une position solide qui lui permet de maintenir les meilleures relations avec tous, relations basées sur le respect mutuel.

"Aujourd'hui, la R.A.U. travaille pour que des eaux qui se perdaient dans la mer servant à nourrir des millions d'êtres. Faisant un énorme effort pour mener à bien son industrialisation, elle construit des centrales électriques, tisse son coton, etc...

"C'est un effort très semblable à celui que l'Espagne réalise et qui lui coûte les mêmes sacrifices. Nous avons de nombreuses choses communes qui peuvent unir les peuples sur la voie du progrès, grâce à leur volonté d'être. Franco, l'ami des Arabes, a embrassé le Président Nasser. Deux hommes qui peuvent se comprendre parce qu'ils travaillent inlassablement pour que leurs peuples occupent dans le monde la place qui leur revient."

Arriba, 24 septembre 1960



CHRONIQUE DU TEMPS PERDU

Le coeur de l'Afrique

Yerri Kempf

CE qui frappe tout d'abord lorsqu'on assiste à un spectacle des Ballets Africains, c'est la grâce des corps en mouvement. Les arbres ployés par le vent, les gazelles fuyant au loin, les panthères bondissantes ont appris aux noirs le secret de leur harmonie. Il suffit qu'une danseuse d'ébène glisse au long d'une douce mélopée pour que le rêve du coeur noir de l'Afrique vienne à nous et nous entraîne à sa suite. Nous avançons émerveillés au milieu d'une clairière où la vraie vie est présente. Puis des hommes-oiseaux s'affrontent et c'est la terreur sacrée qui danse pour apaiser la colère des Dieux...

La beauté hiératique des masques et des travestis place l'art nègre au saint des saints du Musée imaginaire, dû au génie des hommes. Malheureusement on sent aussi que la civilisation blanche, en apportant ses *lumières,* a tari les grandes sources dionysiaques qui alimentaient les inventeurs de ses cérémonies fabuleuses. L'ivresse s'en est allée: il ne reste qu'un mirage d'esthète. Ce qui est encore plus grave, c'est la faiblesse des créations toutes récentes, sortes de ballets pseudo-réalistes. Le coeur sauvage de l'Afrique ne crie plus son Désir et ses Paniques, il nous raconte des histoires de midinettes! Au grand art stylisé ont succédé de pâles copies véristes. Les costumes et les décors demeurent jolis — jolis plutôt que beaux —, car le goût visuel des Noirs n'est pas encore gâté. Il a fallu que la seule faute de goût soit imputable aux artistes de la censure lesquels obligent les danseuses au port de ridicules soutien-gorge. On n'est pas fier en contemplant ces horreurs... Non, la civilisation blanche ne sort pas grandie de l'aventure!

L'ESPRIT DE PARIS

En 48 heures, l'esprit parisien a remporté, en deux lieux différents, de véritables triomphes. Tout d'abord au Théâtre Stella, où la première de *Lorsque l'enfant paraît* s'est déroulée dans une allégresse irrésistible, puis à la Comédie Canadienne, transformée par Roger Pierre et Jean Marc Thibault en haut-lieu de la fantaisie la plus désopilante.

On sait que Roussin est devenu le Roi incontesté du Boulevard en 1947, grâce à *La petite Hutte* d'illustre mémoire et qu'il n'a cessé depuis de justifier — pièces sur scène — ses droits à ce titre. Sa connaissance des hommes — et des femmes donc! — son sens du dialogue et ses dons d'équilibriste lui permettent de construire chaque scène, chaque acte, chaque pièce avec une aisance souveraine. Aussi, une fois que le rideau s'est levé sur une comédie signée André Roussin, le public n'a plus qu'à rire et qu'à applaudir, sans le plus souvent se rendre compte que c'est de lui, le plus souvent qu'on se moque...

Il faut cependant, pour donner au texte son maximum d'efficacité, bien choisir sa distribution et lui insuffler le rythme pétillant qui convient à ce champagne verbal. Guy Beaulne a réussi dans cette entreprise et mérite tous les éloges. En particulier ,il a eu la main heureuse et courageuse en confiant le rôle de Georges Jacquet à Jean Besré, lequel, pour ses premières armes, s'est hissé d'emblée au niveau de ses partenaires. Et pourtant ses partenaires se nomment André Fouché l'étincelant et la parfaite Olivette Thibault. Quant à Lise Lasalle, elle confirme qu'elle est, à l'heure actuelle, la meilleure jeune première de Montréal. Sa fraîcheur et sa vivacité font merveille. Le reste de la distribution, en particulier Mme Mimi d'Estée — dans une scène pourtant difficile — contribue à maintenir le pétillement du spectacle. Voilà du boulevard qui devrait satisfaire les plus difficiles, mêmes ceux ou celles qui ont tendance à faire la petite bouche devant ce théâtre facile. Facile! "Voyre!...", comme disait Panurge.

N'en déplaise à ces mêmes personnes, il y a dans les numéros de music-hall de Roger Pierre et Jean Marc Thibault plus d'invention que dans bien de pesants pavés à pensée dont se délectent les dites personnes. Je songe entre autre au parti que tirent nos deux fantaisistes d'un vulgaire tube de caoutchouc! Le public ne s'y est pas trompé et leur a réservé, au baisser de rideau, une interminable ovation.

CLAUDEL APPRIVOISÉ

Rien n'est plus farouche que la poésie sur les planches. Un rien d'emphase ,et les envolées les plus sublimes deviennent creuses; trop de métier, et l'aventure contée perd sa candeur et n'empoigne personne.

C'est en somme par leurs maladresses même que les Apprentis-Sorciers ont réussi à rendre si tou-

chante *L'Histoire de Tobie et Sara* qu'ils présentent actuellement à la Boulangerie. Ces trois actes, que Claudel a tirés du limon de l'Ancien Testament et qu'il a modelés avec son immense ferveur, sont traversés par l'appel de deux âmes qui se cherchent, illuminés par les mirages de l'Orient et portés par la foi des coeurs purs.

Si les servants anonymes de cette messe trébuchent parfois en cours de célébration, ils ne s'enfoncent jamais dans les flots du fleuve claudelien, pareils aux apôtres qui, jadis, marchèrent sur les eaux... Et ce qui donne au spectacle une dimension lyrique supplémentaire, ce sont les bandes dessinées qui se projettent de temps en temps sur la toile de fond et qui semblent jaillir du coeur du poème. L'auteur de ces merveilles s'appelle Moretti. Moretti! Un nom à retenir.

Du neuf à l'Elysée

Pierre Lalonde

AUCUN langage à l'heure actuelle n'est plus international que le cinéma, sauf peut-être le langage politique et financier. La musique orientale n'atteint pratiquement pas l'Occident et les troupes de ballet, comme les troupes de théâtre se déplacent avec la lourdeur des armées. Par ailleurs, une oeuvre cinématographique qui a coûté deux années de travail et exigé la collaboration de deux cents personnes voyage anonymement, comme un colis postal, dans une petite boîte de métal. Ce caractère international des oeuvres cinématographiques était devenu évident dès les débuts du cinéma. Il avait diminué considérablement vers 1930 après l'avènement du parlant. Le doublage et les sous-titres ont de nouveau permis aux cinéastes de s'adresser à tous les continents.

Cependant, Montréal, la province de Québec et le Canada, étaient demeurés pour le cinéma mondial un continent sauvage, impénétrable. Depuis quelque temps semble-t-il quelques sentiers ont été ouverts dans la savane primitive. Nous voulons reparler aujourd'hui d'une entreprise d'avant-garde, le Centre d'art de l'Elysée.

UN EXCELLENT PROGRAMME

Au cours des mois qui viennent, cette salle présentera une série de films de grand calibre dont voici quelques titres: **Rashomon** de Kurosawa, **Le septième sceau** de Bergman,**Le huitième jour de la semaine** d'Alexandre Ford, **Aparajito** et **Le Monde d'Apu** de Satyajit Ray,**I Vinti** de Antonioni, **Les contes de la lune vague** de Mizoguchi, **A lesson in love, Les fraises sauvages** et **Le visage** de Bergman. Voilà sans exception, des films de toute première qualité.

On attendait depuis longtemps à Montréal ce genre de salle. D'où allait-elle venir? D'une grande entreprise de distribution ou d'exploitation cinématographique? Des gens du métier qui ont des capitaux et qui ont intérêt à élargir le marché, à rechercher de nouveaux auditoires pour remplacer ceux qui disparaissent? Non, d'un médecin: le docteur Jean-Paul Ostiguy.

Jean-Paul Ostiguy s'intéresse au cinéma depuis son temps de collège. On l'a connu à l'époque des premiers ciné-clubs d'étudiants. Décidé depuis le temps de ses études universitaires à s'occuper de cinéma, il a réussi l'année dernière à acheter une salle à Montréal. Après une année d'expériences plus ou moins réussies, cette salle s'est engagée depuis quelques mois dans une politique de programmation rigoureuse. Il en est résulté la liste de films cités plus haut. La première salle à Montréal spécialisée dans le cinéma de qualité aura donc été lancée, non par les professionnels mais par un amateur.

DES GENS FATIGUÉS...

On pourrait citer des salles comme le Kent, l'Avenue, ou le Regent où le réseau United Amusements, propriétaire de ces salles, a présenté un certain nombre de films de qualité. Mais on est demeuré très loin d'une politique cohérente de programmation. Ainsi, à l'Avenue, il n'y a eu cohérence que dans la cueillette obstinée de tous les navets du cinéma britannique. A l'Elysée, comme dans tous les cinémas d'art ou d'essai, on construit, film par film, un programme en fonction d'un auditoire qu'on veut atteindre. Tandis que des salles comme le Kent ou le Régent sont utilisées pour **sortir** certains films de qualité tombés par les hasards du commerce entre les mains d'un réseau de salles. Ainsi United Amusements lança **Quand passent les cigognes** au Regent et **Orpheu Negro** au Kent.

Pourquoi une telle initiative ne vient-elle pas des milieux professionnels? Parce que ces milieux, au Canada du moins, comportent très peu de gens qui aiment le cinéma et qui sont prêts à consacrer l'énergie et l'imagination nécessaires à la réussite d'une entreprise de ce genre. Le cinéma a été un jour une industrie jeune en Amérique. C'est maintenant une industrie menée par des gens fatigués et qui n'y croient plus vraiment.

Le programme de l'Elysée est irréprochable quant à la qualité des films. Tous ces films sans exception méritent d'être vus et revus. **Les contes de la lune vague** ont été considérés par plusieurs critiques français comme un des dix meilleurs films des dernières années. Plusieurs jugent **Le septième sceau,** comme le meilleur Bergman. **I vinti** sera le premier film d'Antonioni montré au Canada et rendra plus impatient notre désir de voir **l'Aventura.**

MISER SUR L'INTELLIGENCE

On pourrait cependant faire deux commentaires sur ce programme. Ainsi, plusieurs regretteront de n'y voir aucun film français. Peut-être Jean-Paul Ostiguy et son collègue, Patrick Straram, auront-ils l'occasion en cours de route d'acquérir quelques films français parmi ceux qui passent entre les mains des distributeurs montréalais. On remarquera aussi que ce programme est extrêmement sérieux. S'il se forme autour de cette salle un auditoire assidu, cet auditoire regrettera peut-être que, de temps à autre, on ne lui procure pas une évasion vers le rire ou l'aventure.

Souhaitons le plus grand succès à l'Elysée. Souhaitons aussi que, dans le reste de la Province, à Québec, aux Trois-Rivières, à Sherbrooke, à Chicoutimi, d'autres salles suivent les traces de l'Elysée. L'on sait que bien des salles de cinéma voient leurs auditoires s'amenuiser constamment. Elles n'auraient donc pas grand'chose à perdre en misant, pour une fois, sur l'intelligence des spectateurs.

★

JOURNÉE D'ÉTUDE DES LECTEURS DE CITÉ LIBRE

Samedi le 25 mars au Centre Social de l'Université de Montréal

(Grand salon)

2332, AV. MAPLEWOOD, MONTRÉAL

•

PROGRAMME

9 heures 30:	Ouverture de la séance.
10 heures :	Exposé de M. Pierre Elliott Trudeau sur la conjoncture politique.
10 heures 30:	Discussion générale.
11 heures 30:	Discussion de groupes (1. Politique. 2. Education. 3. Problèmes sociaux. 4. Problèmes économiques).
12 heures 30:	Déjeuner à la cafétéria du Centre Social.
2 heures 30:	Rapports des groupes de discussion.
4 heures :	Bref exposé de M. Gérard Pelletier sur la politique de la revue. Discussion générale sur ce thème, suggestions des lecteurs.
5 heures 30:	Levée de l'assemblée.

En temps utile, les abonnés de CITE LIBRE recevront une invitation. Quant aux lecteurs au numéro, ils devront aviser le secrétariat de leur participation en téléphonant sans tarder (VI 2-6960) ou en écrivant à CITE LIBRE: 1130 est, rue Lagauchetière, Montréal. (Ne pas oublier de mentionner si on désire déjeuner à la cafétéria du Centre Social.)

L'ENTRÉE EST LIBRE

PIERRE TANGUAY
6612 VIAU
MONTREAL 36 PQ CAN

Autorisée comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa.

AU MAITRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à:
CITE LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

Montreal Baby Tooth Survey

P. O. Box 235 — Snowdon, Montréal

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le "Montreal Baby Tooth Survey" commencera sa campagne vendredi, le 25 novembre. Elle désire obtenir 50,000 dents. L'enquête veut faire une étude sur le strontium 90 absorbé par les enfants dans la province de Québec, étude basée sur une accumulation considérable de dents de lait que les enfants ont perdues.

La retombée provenant des explosions nucléaires contient le strontium 90, matière radioactive. Chez l'animal, il s'amasse dans les tissus riches en calcium tels que les os et les dents, et en particulier dans ces tissus en formation, c'est-à-dire ceux de l'enfant et du jeune animal. Dans la nourriture humaine, environ la moitié du strontium 90 vient du lait, alors que le blé et les légumes en fournissent le reste.

Le "Baby Tooth Survey" est précisément destiné à nous renseigner davantage sur ce problème. Les dents de lait sont très utiles à cette fin, vu la facilité de les accumuler en nombre considérable.

Des feuillets spéciaux ont été imprimés pour expliquer cette enquête. Ces feuillets seront distribués à Montréal par les pharmaciens membres du I.R.D.A. (Independent Retail Druggists Association), et par diverses associations scolaires.

Le "Baby Tooth Survey" a été organisé par un groupe de citoyens et d'hommes de science soucieux de l'intérêt commun et intéressés au problème que représente l'accumulation du strontium 90 chez les enfants. Parmi ceux qui font partie du comité scientifique consultatif, l'on compte le docteur H. G. Dion, doyen de la faculté d'agriculture du Collège Macdonald, le docteur Murray Cunningham, radiologiste à l'hôpital Royal Victoria et le docteur Pierre Dansereau, doyen de la faculté des sciences à l'Université de Montréal.

Si vous désirez d'autres renseignements sur l'enquête, vous êtes prié de vous adresser à "The Montreal Baby Tooth Survey", Boîte Postale 235, Bureau de Poste de Snowdon, Montréal, ou téléphoner à HU 4-7113.